

LA PRESSE AFFAIRES

MICHEL GIRARD
LA MODESTIE
DU FONDS FTQ
PAGE 9



LA NATURE HUMAINE
GUIDE LA FINANCE
GRANDE ENTREVUE AVEC STEPHEN JARISLOWSKY
PAGE 8

S&P TSX 7949,99 -235,36 (-2,88%)	S&P 500 770,05 -8,89 (-1,14%)	DOW JONES 7365,67 -100,28 (-1,34%)	PÉTROLE 38,94 \$US -0,54 \$US (-1,37%)	DOLLAR 80,04 ¢US +0,63 ¢US
---	--	---	---	---

SOPHIE COUSINEAU
CHRONIQUE

Quel effet Obama?

Il n'y a pas eu de montagnes russes. Pas de panique non plus. Avec une résignation mêlée de dégoût, les investisseurs aux quatre coins du monde se sont débarrassés de leurs actions. En Asie, en Europe, en Amérique du Nord, il n'y avait nulle place où fuir hier.

Les marchés financiers pensaient trouver un remède facile et rapide à cette récession.

Au Japon, l'indice élargi de la Bourse de Tokyo (Topix) a terminé la séance à son plus bas niveau en 25 ans! En Europe, les Bourses ont soufflé de dépit en mettant fin à cette

semaine de misère, qui s'est terminée sur des chutes de 3% à 5% hier. Aux États-Unis, pendant ce temps, la moyenne industrielle Dow Jones a encore flirté avec son creux d'octobre 2002, après avoir perdu 6,2% cette semaine.

Où se trouve le plancher? Nul ne le sait. Chose certaine, le seuil qui avait été établi en novembre, en ce qui, croyait-on, était la période la plus sombre de cette crise, ne tient plus. Et cela, même si les États-Unis multiplient les plans de relance à une vitesse telle que les analystes ont du mal à faire le décompte des milliards de dollars qui sortiront des coffres du Trésor américain.

➔ Voir **OBAMA** en page 4



WALL STREET
POURSUIT SA GLISSADE
PAGE 11

L'inflation ralentit en douce

RUDY LE COURS

Le marché de l'automobile est en panne au point où les constructeurs consentent des rabais pour attirer les acheteurs. Cela n'accélère pas encore les ventes, mais ça ralentit le rythme de l'inflation.

En janvier, l'indice des prix à la consommation (IPC) a reculé de 0,3%, portant le rythme annuel d'inflation à 1,1%, contre 1,2% en décembre, indiquait hier Statistique Canada. Il s'agissait du quatrième mois d'affilée de baisse des prix. En août, le taux d'inflation se situait à 3,5%.

Le rythme annuel de progression des prix va continuer de ralentir au cours des prochains mois, à mesure que disparaissent de son calcul les premiers mois de 2008 où les prix de l'énergie étaient lancés dans une montée vertigineuse.

L'IPC pourrait même passer sous zéro durant quelques mois. Trois provinces atlantiques sont déjà en déflation technique alors que le rythme annuel des prix n'est plus que de 0,5% au Québec. Seule la Saskatchewan connaît un taux d'inflation qui dépasse les 2%.

C'est avant tout au net repli du coût d'achat ou de location des véhicules neufs qu'est attribuable le recul des prix au cours du mois.

« La chute de 5,3% du prix des voitures a renversé la hausse d'il y a deux mois liée à la faiblesse du huard, note Douglas Porter, économiste en chef adjoint à BMO Marchés des capitaux. Depuis un an, le prix des voitures a baissé de 8,2% »

➔ Voir **INFLATION** en page 4



LES HAUTS ET LES BAS DE L'OR NOIR

L'ALBERTA A CONNU LE MEILLEUR COMME LE PIRE AU COURS DES DERNIERS MOIS. APRÈS LES SOMMETS VERTIGINEUX ATTEINTS PAR LE COURS DU PÉTROLE, LA PROVINCE DOIT COMPOSER AVEC LA CHUTE DES REVENUS ET LE REPLI DES INVESTISSEMENTS. NOTRE REPORTER A RENCONTRÉ DES TRAVAILLEURS ET DES ENTREPRENEURS DU PÉTROLE QUI ESPÈRENT QUE LA TEMPÊTE NE SOUFFLERA PAS TROP LONGTEMPS.

Aussi, une entrevue avec la Dame de fer de l'Alberta, la ministre des Finances Iris Evans.

À LIRE EN PAGES 2 ET 3

PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

UNE AUTRE BONNE RAISON D'ÊTRE ABONNÉ!

Offre exclusive aux abonnés de LA PRESSE Simple et rapide! Visitez le cyberpresse.ca/privileges

Obtenez 10 à 30% d'escompte sur une sélection de livres des Éditions La Presse et sur les magazines RICARDO, HOCKEY ET GOLF. Livrés chez-vous sans frais.



LA CRISE ÉCONOMIQUE FRAPPE L'ALBERTA

LE TOP 5 DES PÉTROLIÈRES ALBERTAINES

1	Canadian Natural Resources (Calgary)	2	EnCana (Calgary)	3	Husky Energy (Calgary)
	Production (barils par jour, en 2007)		Production (barils par jour, en 2007)		Production (barils par jour, en 2007)
	520 000		490 000		360 000
	Profits (milliards, en 2008)		Profits (milliards, en 2008)		Profits (milliards, en 2008)
	2,6		6,3		3,8
	Marge de profit (en 2008)		Marge de profit (en 2008)		Marge de profit (en 2008)
	23%		22%		15%

(1) Imperial Oil est détenue à 69,5% par la pétrolière américaine Exxon. **Note:** Profits en dollars canadiens. **Sources:** Association canadienne des produits pétroliers, résultats financiers des pétrolières.

LES HAUTS ET LES BAS DE L'OR NOIR

La volatilité des cours du pétrole ralentit les investissements



VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

ALBERTA

Troy Deckcio fait partie de cette nouvelle génération d'Albertains qui gagnent – très bien – leur vie dans l'industrie pétrolière.

Depuis quatre ans, le jeune homme dans la vingtaine construit des chemins reliant les sites d'extraction de pétrole à la route. Jusqu'à l'an dernier, son entreprise était florissante. En six mois, il a vu son chiffre d'affaires s'effondrer de moitié. C'est probablement pourquoi il a le temps de flâner au West Edmonton Mall avec sa femme un lundi après-midi, au lieu d'être

« Avant, les entreprises allaient voir les banques qui leur prêtaient de l'argent parce que tout le monde savait que le prix de l'essence allait augmenter à un moment donné. »

au boulot dans la région de Fox Creek, à trois heures au nord-ouest de la capitale de l'Alberta.

« Je travaille presque autant, mais j'ai la moitié moins d'employés sous mes ordres, dit-il. Il faut s'attendre à des hauts et des bas dans cette industrie, mais j'espère que ça reprendra bientôt. »

Troy Deckcio n'est pas le seul à s'inquiéter de l'état de l'économie albertaine, sensible aux fluctuations de l'or noir qui oscille entre 33 \$US et 49 \$US le baril depuis deux mois – aussi bien dire à des années-lumière du sommet de 147 \$US atteint le 11 juillet dernier. Depuis une semaine, le baril s'échange sous la barre des 35 \$US, soit le coût de production du pétrole conventionnel en Alberta.

Les vieux routiers comme Gerry Protti, qui a fondé l'Association canadienne des producteurs de pétrole en 1992, voient les mêmes chiffres alarmants. Ils maîtrisent toutefois mieux leurs émotions.

« Certains d'entre nous sont assez vieux pour se rappeler les effets d'un ralentissement de l'économie et du prix du pétrole sur l'industrie, mais toute une génération d'Albertains sur le marché du travail n'a pas connu ça, dit M. Protti, aujourd'hui vice-président aux affaires corporatives chez EnCana, géant du gaz naturel et des sables bitumineux dont le siège social est situé à Calgary. Pour ces nouveaux travailleurs, ce sera tout un apprentissage. »

Un apprentissage à la dure, car les sociétés du secteur de l'énergie réduiront de 32 % leurs investissements en 2009. Au lieu de nouveaux projets de 50 milliards comme l'an dernier, l'Alberta devra se contenter d'investissements de 34 milliards. Une diminution attribuable en grande partie aux coûts d'exploitation des sables bitumineux, plus élevés que ceux du pétrole traditionnel.

Cette année, les investissements dans les sables bitumineux passeront de 20 à 10 milliards.

« Les entreprises espèrent que la récession sera de courte durée, mais ils se préparent à une longue récession », dit Greg Stringham, vice-président du marché pétrolier à l'Association canadienne des producteurs de pétrole.

Au banc des accusés

Devant le ralentissement du secteur-clé de leur économie, les Albertains cherchent des coupables. En premier lieu : l'incertitude entourant le prix de l'or noir, dont les soubresauts rendent difficile la planification de projets de milliards de dollars. À 40 \$ le baril, les entreprises y pensent à deux fois avant d'allonger de telles sommes. « Il en coûte présentement de 30 \$ à 35 \$ pour exploiter un puits de pétrole conventionnel, dit Greg Stringham. Le baril à 147 \$ a été

favorable à leurs finances à court terme, mais il a aussi fait exposer les coûts de production. Le prix du pétrole a baissé récemment, mais pas les coûts de production. Actuellement, les entreprises sont capables de couvrir leurs coûts d'exploitation, mais pas de rembourser leurs investissements. »

Le milieu financier est également montré du doigt, la crise du crédit ayant rendu le financement des projets pétroliers plus difficile. « Avant, les entreprises allaient voir les banques qui leur prêtaient de l'argent parce que tout le monde savait que le prix de l'essence allait augmenter à un moment donné, dit Greg Stringham. Maintenant, les pétrolières n'ont plus accès au financement des banques. Elles doivent vivre à la hauteur de leurs moyens. C'est un phénomène nouveau pour elles. »

Aussi au banc des accusés : le gouvernement albertain, qui a haussé de 25 % les redevances de l'industrie pétrolière et gazière payées à la province en octobre 2007. Le nouveau système de redevances, en vigueur depuis janvier, rapportera 1,4 milliard de plus annuellement à la province. Le gouvernement d'Ed Stelmach a bien tenté d'adoucir sa position en se privant par la suite de revenus de 1,8 milliard sur cinq ans, mais le mal était fait selon les représentants de l'industrie. « Le ralentissement économique a commencé en octobre 2007 avec la décision du gouvernement sur les redevances, dit Gerry Protti, vice-président aux affaires corporatives chez EnCana. Les effets de cette décision ne se sont pas fait sentir immédiatement car le prix du pétrole était très élevé, mais ça a détruit la confiance des investisseurs. »

L'industrie pétrolière fait valoir que le niveau d'activité chutera de 30 % en Alberta cette année alors qu'elle sera relativement stable dans les provinces voisines (+6 % en Saskatchewan et -5 % en Colombie-Britannique). Des trois provinces, l'Alberta est celle qui verra ses investissements diminuer le plus (-32 % en Alberta contre -30 % en Saskatchewan et -25 % en Colombie-Britannique). « Le nouveau régime de redevances a incité les entreprises à inves-

tir en Saskatchewan », dit Rick George, PDG de Suncor Energy, l'une des cinq plus grandes pétrolières au pays.

À la défense du gouvernement

L'indignation des pétrolières ne fait pas l'unanimité dans le milieu des affaires. À Edmonton, même la chambre de commerce a pris la défense du gouvernement. « Le gouvernement a pris la bonne décision même si le débat a été très émotif, dit le président sortant Patrick LaForge, aussi PDG des Oilers d'Edmonton. Les nouvelles redevances permettront d'aider nos communautés. L'industrie pétrolière ne doit pas oublier que sans communautés, il n'y aurait pas d'industrie du pétrole. »

La ministre des Finances de l'Alberta, Iris Evans, se défend d'avoir contribué au déclin de son industrie phare. « Personne dans la rue ne croit vraiment que le nouveau système de redevances a quelque chose à voir avec le ralentissement économique, dit-elle. Le ralentissement est plutôt dû à un tsunami international. »

De toute façon, le procès d'intention que les pétrolières veulent tenter au gouvernement Stelmach risque d'être de courte durée si le cours de l'or noir finit par remonter, comme le croit la majorité des Albertains. « Dire que l'économie de l'Alberta est en danger, c'est comme dire que l'Arabie Saoudite aura des difficultés économiques au cours de la prochaine décennie, dit Patrick LaForge. Ça n'arrivera tout simplement pas. »

L'immobilier en déclin

Selon l'Association canadienne de l'immeuble, dont les chiffres sont habituellement prudents, la valeur des propriétés en Alberta diminuera en moyenne de 8,9% en 2009. Il s'agirait de la pire année pour le marché immobilier albertain depuis que l'organisme a commencé à colliger ses données en 1980.

LAPRESSEAFFAIRES.CA
ALBERTA
 Quand l'immobilier fait peur aux millionnaires du hockey

LA DAME DE FER DE L'ALBERTA

Dans son ancienne vie, Iris Evans était pianiste et infirmière. Maintenant, elle tient les cordons de la bourse en Alberta. Portrait de la Monique Jérôme-Forget de l'Ouest canadien.

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

EDMONTON — La Dame de fer des finances publiques québécoises, Monique Jérôme-Forget, a une sœur jumelle en Alberta.

Comme la grande argentine du Québec, la ministre des Finances de l'Alberta Iris Evans a l'assurance de sa soixantaine avancée. « J'ai beaucoup d'admiration pour Monique, dit-elle. Je suis flattée qu'on me compare à elle. Mais faisons attention avec cette

histoire d'âge, mais nous sommes toutes les deux à l'âge où nous ne préoccupons pas de ce que nous disons. Nous disons simplement ce que nous pensons. La critique ne nous dérange pas. »

Outre leur âge – 67 ans pour l'Albertaine, 68 ans pour la Québécoise –, les deux ministres des Finances ont plusieurs points en commun. Avant d'entrer en politique, elles ont fait carrière dans le domaine de la santé, l'une comme psychologue au Québec, l'autre comme infirmière en Alberta. « Je



Iris Evans

PHOTO DAVID BLOOM ARCHIVES PC

LA CRISE ÉCONOMIQUE FRAPPE L'ALBERTA



4



Imperial Oil ⁽¹⁾ (Calgary)
 Production (barils par jour, en 2007)
350 000
 Profits (milliards, en 2008) **3,9**
 Marge de profit (en 2008) **13%**

5

Suncor Energy (Calgary)
 Production (barils par jour, en 2007)
308 000
 Profits (milliards, en 2008) **2,1**
 Marge de profit (en 2008) **7%**

LES SURPLUS DU GOUVERNEMENT FONDENT

EDMONTON — En cette période de récession, même les pétrodollars albertains ne peuvent rien contre le retour du déficit budgétaire.

Jeudi, le gouvernement de l'Alberta a annoncé qu'il retournait en déficit après 15 ans consécutifs de surplus budgétaires. L'Alberta n'avait pas présenté de budget déficitaire depuis l'année financière 1993-1994.

« Nous avons toujours dit que même si son économie est plus forte que bien d'autres, l'Alberta n'est pas immunisée contre les difficultés de l'économie mondiale », a dit la ministre des Finances de l'Alberta, Iris Evans, jeudi par voie de communiqué.

Selon les prévisions du ministère des Finances, le déficit sera d'environ un milliard de dollars en 2008-2009. L'été dernier, alors que le prix du pétrole atteignait un sommet historique de 147\$US le baril, l'Alberta prévoyait un surplus de 8,5 milliards (le record, établi en 2005-2006, est de 8,6 milliards). Lorsque les chiffres ont été mis à jour en novembre dernier, le surplus avait déjà fondu à 2 milliards.

Lors du passage de *La Presse Affaires* en Alberta il y a trois semaines, la ministre des Finances de l'Alberta, Iris Evans, se faisait prudente sur la question d'un éventuel déficit budgétaire. « La récession et la volatilité sur le marché des ressources compromettent la capacité financière de l'Alberta plus que celle de n'importe quelle autre province canadienne », a dit la ministre Evans à *La Presse Affaires*. Nous sommes préoccupés, mais nous sommes aussi chanceux d'avoir pu mettre de l'argent de côté pour nous aider en période de récession. »

De l'argent de côté pour les coups durs? Seize milliards, plus exactement. « Nous dépenserons peut-être plus que nos revenus, mais ce n'est pas comme si nous devions courir à la banque pour trouver de l'argent », a dit la ministre Evans à *La Presse Affaires*.

À long terme, les Albertains peuvent dormir sur leurs deux oreilles: leurs finances publiques ne sont pas en péril. L'Alberta est la seule province canadienne n'ayant pas de dette. Cette année, les contribuables albertains ont même profité d'une nouvelle baisse du fardeau fiscal alors que le gouvernement a aboli l'impôt santé — un cadeau de 513 \$ par année pour chaque Albertain.

Ralph Klein s'en mêle

Le gouvernement albertain prépare actuellement un plan de relance économique. Au cours des derniers mois, il a toutefois envoyé des signaux contradictoires sur la teneur de ce plan: va-t-il baisser les impôts ou investir dans les infrastructures? Plus tôt ce mois-ci, le ministre albertain de la Santé a prévenu que la construction d'hôpitaux pourrait être retardée en raison des difficultés économiques de la province. Le premier ministre Ed Stelmach a aussi baissé les impôts des PME du secteur de l'énergie, après avoir fait cadeau de baisses d'impôt de 2,8 milliards sur cinq ans aux grandes pétrolières l'automne dernier.

Pour compliquer le choix du premier ministre Stelmach, son prédécesseur Ralph Klein s'est invité dans le débat. Plus tôt ce mois-ci, l'ancien premier ministre a joué les belles-mères en suggérant au gouvernement d'augmenter les dépenses d'infrastructures afin de sortir l'Alberta de la récession. Des propos étonnants de la part de celui qui a sabré les dépenses quand il était au pouvoir, mais Ralph Klein a un bilan économique fort différent comme maire de Calgary durant la récession des années 80. La dette de sa ville avait alors augmenté de 1,6 milliard en raison de nombreuses dépenses d'infrastructures.

« Nous avons construit le train léger LRT et des édifices municipaux, a-t-il dit au *Calgary Herald*. Parfois, c'était le seul travail en ville. C'est une bonne idée de construire en période de récession car les coûts sont moins élevés. »

34 milliards \$

Investissements des sociétés du secteur de l'énergie en Alberta en 2009

50 milliards \$

Investissements des sociétés du secteur de l'énergie en Alberta en 2008

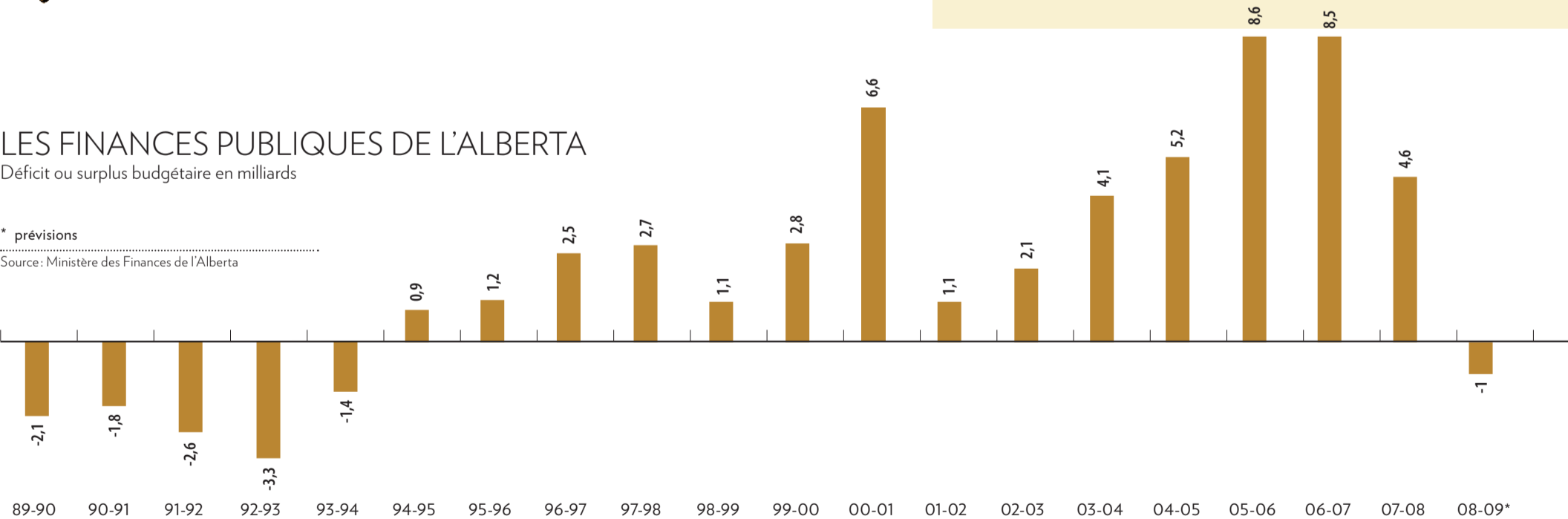
Source: Association canadienne des producteurs de pétrole

LES FINANCES PUBLIQUES DE L'ALBERTA

Déficit ou surplus budgétaire en milliards

* prévisions

Source: Ministère des Finances de l'Alberta



Iris Evans prend ses distances de son homologue québécoise en matière de... sacoche.

voulais aider les autres, dit Iris Evans. C'est pourquoi j'ai choisi de devenir infirmière, mais j'ai senti que ça ne me comblait pas totalement. À cet égard, la politique semble mieux me convenir.»

Enfant, Iris Evans avait deux passions: le piano — elle a donné des cours au Conservatoire de l'Alberta — et la lecture. « Mon enseignante de 8^e année a déjà dit à mon père que je lisais en moyenne 57 livres... par mois! » dit-elle.

Infirmière de carrière, Iris Evans finira par délaïsser les hôpitaux afin d'être conseillère municipale puis mairesse de Strathcona, la troisième ville de la province après Calgary

et Edmonton. Après 18 ans en politique municipale, elle a fait le saut au provincial, d'abord comme députée, ensuite comme ministre aux Affaires municipales, à la Santé, à l'Industrie et finalement aux Finances.

Dans son bureau sobriquet décoré qui ressemble davantage à celui d'un député d'arrière-ban qu'à celui de la grande argentière de la province la plus riche du pays, seules les photos de ses petits-enfants trahissent son âge. L'an dernier, elle a

même été élue la politicienne la mieux habillée en Alberta. « C'était très gentil de la part de mes collègues, mais je n'ai pas vraiment pris cet honneur au sérieux », dit-elle.

Alliée de Monique Jérôme-Forget dans le dossier de la commission nationale des valeurs mobilières, Iris Evans prend toutefois ses distances de son homologue québécoise en matière de... sacoche. Au Québec, la ministre des Finances aime répéter qu'elle tient sa sacoche serrée. Iris Evans

a beau être aussi rigoureuse en matière de finances publiques, elle ne fait pas allusion à sa sacoche quand elle désigne les coffres de l'État.

« J'essaie de faire attention avec l'image de la sacoche car je ne veux pas que mes collègues pensent que j'essaie de contrôler les finances publiques, dit la ministre Evans. Sinon, ils essaieraient de me montrer la sortie. Et puis l'Alberta a déjà eu deux femmes ministres des Finances avant moi... »

LA PRESSE AFFAIRES

À L'AGENDA

PREVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action K: millier M: million G: milliard

LUNDI 23 FÉVRIER
Ventes au détail (Canada) déc.: **-2,0%** nov.: **-2,4%**
Russel Metals BPA 4T: **68¢**

MARDI 24 FÉVRIER
Confiance des consommateurs (Canada) fév.: **36,0** janv.: **37,7**
George Weston BPA 4T 99¢
Magna Int. BPA 4T -65¢
Maple Leaf BPA 4T 12¢

MERCREDI 25 FÉVRIER
Ventes de maisons existantes (Canada) janv.: **1,7%** déc.: **6,5%**
Banque TD BPA 1T: **1,29\$**
RR Donnelley & Sons BPA 4T: **62¢US**

JEUDI 26 FÉVRIER
Ventes de maisons existantes (États-Unis) janv.: **-0,3%** déc.: **-14,7%**
Banque Nationale BPA 1T: **1,21\$**
Banque Royale BPA 1T: **96¢**
CIBC BPA 1T: **1,53\$**

VENREDI 27 FÉVRIER
PIB (annualisé) (É.-U.) 4T: **-5,4%** 3T: **-3,8%**
Indice de confiance du Michigan (États-Unis) fév.: **56,5** janv.: **56,2**
Cascades BPA 4T: **15¢**

LUNDI 2 MARS
PIB annualisé (Canada) 4T: **-3,0%** 3T: **1,3%**
American Capital BPA 4T: **64¢US**
Vermillion Energy BPA 4T: **21¢**

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

1		8						
4			9	7	3	5		
5		3	6				2	
3	1	4						
					6			9
			3		2			4
		2				9		
6	4						8	
			7	8			4	

Niveau de difficulté : DIFFICILE

1285

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

2	8	6	5	1	7	9	3	4
5	3	4	9	8	2	6	1	7
7	9	1	6	4	3	2	5	8
3	2	9	1	6	8	4	7	5
6	1	7	4	3	5	8	2	9
8	4	5	7	2	9	3	6	1
9	7	8	3	5	6	1	4	2
1	6	2	8	7	4	5	9	3
4	5	3	2	9	1	7	8	6

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

Par Fabien Savary 1284

L'État doit mieux soutenir la recherche, croit Laurent Beaudoin

LA PRESSE CANADIENNE

VALCOURT — Laurent Beaudoin estime que les gouvernements doivent en faire davantage pour soutenir la recherche dans le domaine aéronautique.

Il s'agit du meilleur moyen de maintenir l'avantage compétitif de l'industrie canadienne face à la concurrence internationale, selon le président du conseil d'administration de Bombardier et de BRP, qui fabrique les produits récréatifs.

Laurent Beaudoin se trouvait à Valcourt, hier, pour l'inauguration d'une exposition soulignant le 50^e anniversaire de la motoneige au musée Joseph-Armand Bombardier.

M. Beaudoin reconnaît que l'aide gouvernementale existante pour le financement des acheteurs d'avions représente un soutien appréciable, mais il note que l'aide à la recherche était autrefois beaucoup plus dynamique et moins ciblée qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Malgré tout, il ajoute que l'avionneur québécois est en bonne posture malgré la crise économique. Bien que les commandes pour les avions d'affaires aient diminué, il note qu'elle ont augmenté pour les avions commerciaux et que le carnet de commandes est bien garni pour les deux prochaines années, principalement en raison du succès du modèle Q-400.

Par ailleurs, il souligne que les travaux se poursuivent au rythme

prévu pour la mise en service des nouveaux appareils C Series. Il précise que le moment est propice à l'investissement si l'entreprise veut être prête à relever les défis d'affaires à long terme. Il fait valoir au passage que les premiers appareils doivent être livrés en 2013 et que la crise sera alors bien loin derrière.

Du côté des produits récréatifs, M. Beaudoin souligne que les ventes se sont assez bien maintenues du côté de la motoneige, à

l'exception du marché russe, où l'économie a subi un contrecoup sévère à la suite de l'effondrement des cours du pétrole. Cependant, il souligne que les motoneiges de BRP destinées au marché russe ne sont pas fabriquées au Canada mais bien en Norvège.

En contrepartie, les ventes s'annoncent difficiles en ce qui a trait aux produits nautiques, surtout en raison de la crise économique aux États-Unis, un marché important. C'est d'ailleurs pourquoi la production a dû être réduite à l'usine de Valcourt.

Laurent Beaudoin rappelle cependant que les produits destinés au loisir souffrent moins que l'on pourrait croire en période de crise, faisant valoir que les gens ont besoin de se distraire et « changer le mal de place », selon son expression.

Quel effet Obama?

OBAMA

suite de la page 1

La déception est dans l'air. Et pourtant, il était hautement naïf d'espérer que, en signant une série de gros chèques, l'administration Obama viendrait rapidement à bout des problèmes graves qui affligent l'économie des États-Unis, encore le moteur de la planète.

La Réserve fédérale a d'ailleurs moicri cette semaine ses prévisions économiques pour 2009. La banque centrale des États-Unis craint maintenant que le taux de chômage grimpe à 8,8%, tandis que l'économie se contractera entre 0,5% et 1,3%.

À l'heure où l'on gobe, avec une facilité déconcertante, des pilules pour soigner la dépression, les mar-

chés financiers pensaient trouver un remède facile et rapide à cette récession. Or, les nombreux plans de relance dévoilés depuis deux semaines sont tout sauf simples. Ici, il n'y a pas d'effet Obama.

Prenez le plan d'aide aux propriétaires immobiliers en détresse, dévoilé mercredi. Pourvu de 275 milliards US, ce plan vise à prévenir les saisies de maisons, qui affaiblissent le marché immobilier et les bilans des institutions financières. Idéalement, les ménages ne devraient pas consacrer plus de 31% de leurs revenus au service de leur hypothèque. Pour atteindre cet objectif, le gouvernement offre des mesures incitatives aux institutions prêteuses pour qu'elles renégocient les hypothèques en fonction des revenus des proprios.

Et si cette carotte n'est pas assez alléchante pour rouvrir les

contrats hypothécaires, il y a un bâton. Un juge pourra intervenir pour réécrire les contrats des banques et autres institutions prêteuses.

L'administration Obama espère aider 9 millions de propriétaires jugés « responsables » à conserver leur maison. Mais imaginez un peu la complexité de vérifier les revenus des ménages et le temps requis pour tout renégocier, multiplié par plusieurs millions de proprios!

Qui plus est, ce plan ne vient pas en aide aux chômeurs ou aux propriétaires dont l'hypothèque représente plus de 105% de la valeur actuelle de la résidence. C'est souvent le cas dans les marchés les plus touchés par la crise immobilière, comme la Floride, la Californie ou le Nevada.

Pour plusieurs, il sera plus simple de rendre les clefs de la maison à la banque, d'autant plus que, aux États-Unis, les emprunteurs ne sont pas obligés de déclarer faillite pour abandon-

ner leur résidence. Bref, le marché immobilier des États-Unis, au cœur de la tourmente, n'est pas à la veille de se stabiliser.

Il n'y a pas de solution à portée de main non plus pour le secteur financier. À défaut de détails cruciaux, le plan de stabilisation financière ressemble encore à un grand coup de poing dans le vide.

Par exemple, comment fixera-t-on le prix des actifs contaminés par les hypothèques à haut risque que le gouvernement espère racheter, en partenariat avec le privé, pour nettoyer le bilan des banques? Combien d'argent viendra du privé? Combien des coffres de l'État?

Le flou et les incertitudes alimentent ainsi les rumeurs de nationalisation des banques américaines, même si l'administration Obama a clairement fait savoir qu'elle répugne à considérer pareil sauvetage.

Quand à Detroit, capitale des constructeurs automobiles en

détresse, elle ressemble encore à une cause désespérée. Est-ce parce que le gouvernement consent aux demandes de General Motors et de Chrysler et leur verse une vingtaine de milliards en plus que les Américains se remettront à acheter leurs voitures? Rien n'est moins sûr.

Bref, quel que soit le plan de sauvetage que l'on considère, il n'y a aucun dénouement en vue.

À maintes reprises, le président Obama a prévenu les Américains et les habitants du reste de la planète: cette crise sera longue et pénible. Pour que les États-Unis s'en sortent, tous devront pousser à la roue.

Le problème, c'est que les Américains ne l'ont pas cru. Ils ont pris leurs désirs pour la réalité et rêvé que Barack Obama réglerait tout d'un coup de baguette magique.

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueuse: sophie.cousineau@lapresse.ca

L'inflation ralentit en douce

INFLATION

suite de la page 1

En revanche, la faiblesse du huard depuis octobre va se refléter dans le prix des biens importés jusqu'à l'automne. « Son impact sur les biens importés autres que les véhicules demeure un rempart contre la déflation à large échelle », précise Avery Shenfeld, économiste à CIBC marchés mondiaux.

Le transport est l'unique secteur où la baisse des prix s'est accentuée de décembre à janvier.

Les vêtements, encore un peu moins chers que l'an dernier, restent la seule autre famille de prix à la baisse. En janvier, on a observé des hausses de prix appréciables dans les aliments, le logement, les dépenses courantes et l'ensemble des services, hormis les voyages organisés.

Dans son suivi de l'évolution des prix, la Banque du Canada

recourt à un indice qui exclut de l'IPC ses huit composantes les plus volatiles, tels les fruits et légumes frais, le transport interurbain, l'essence et le gaz naturel. Grâce aux prix des voitures, cet indice s'est replié de 0,3% de décembre à janvier, passant de 2,4% à 1,9%, soit en deçà de sa cible de 2,0%.

Taux directeur

Cela a surpris les observateurs qui prédisent à l'unisson une nouvelle coupe de 50 centièmes du taux directeur le 3 mars prochain. Cela le porterait à 0,5%, un creux historique. « Le gouverneur Mark Carney a mentionné

à plusieurs reprises récemment qu'une inflation basse et stable est la meilleure chose que la Banque du Canada peut faire durant cette période de stress financier, rappelle Sébastien Lavoie, économiste chez Valeurs mobilières Banque Laurentienne. »

Quand l'inflation tend à s'éloigner à la baisse des 2%, la Banque abaisse son taux directeur dans le but de stimuler l'économie pour ramener l'inflation vers sa cible sur un horizon de deux ans.

Aux États-Unis, où la Réserve fédérale a déjà réduit son taux dans une fourchette de 0 à 0,25%, le rythme annuel d'in-

flation n'était plus que 0,03%, le mois dernier. Autant dire zéro. C'est toutefois mieux que ce à quoi s'attendaient les experts. La montée des prix à la pompe a eu pour effet de pousser l'IPC à la hausse de 0,3% entre décembre et janvier.

Il reste qu'à 0,03%, la progression des prix demeure la plus faible depuis 1955.

Si on exclut les aliments et l'énergie, l'IPC voguait encore au rythme annuel de 1,7% le mois dernier. Si la menace d'une baisse générale des prix paraît repoussée pour l'instant, la tendance à la désinflation va se poursuivre au cours des prochains mois.

AFFAIRES

700

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

AFFAIRES BOURSIÈRES
Apprenez à négocier les actions/options, vivez de la bourse ou augmentez vos revenus. Résidence/bureau. Temps plein/partiel. Formation intensive et suivi personnalisé.
• Cours Actions 1 sem.: 28 mars 2009
• Cours Option 2,3 jours: 14 mars
• Cours Investisseur Actif 1 jour: Montréal 11 avril

Soirées d'informations gratuites à 19 h :
Anglais: 11 mars • Français 18 mars Boucherville
webinaire: 23 mars

Accrédité Emploi-Québec
514.666.0306 / 1.877.309.0123
www.daytradercanada.com

714 FRANCHISES

Centre du Rasoir.
LE PLUS

FRANCHISES DISPONIBLES
Avec près de 65 magasins en exploitation au Québec et en Ontario et près de 50 années d'expérience dans le domaine du commerce au détail Centre du Rasoir met à la disposition de potentiels investisseurs/opérateurs, plusieurs magasins situés dans d'excellents emplacements aussi bien dans le grand Montréal qu'à travers la province de Québec.

- Formation complète
- Clientèle établie
- Assistance continue
- Investissement min.
- Redevances graduées
- Financement disponible

Possibilités de franchises
Tél.: 514-636-4512 poste 304
Courriel: jean-claude@cdrem.com

715 FINANCEMENT

1RE-2e HYP. rés., comm., ind. balance vente
Dencol 514-342-1356 (agent protégé)

ABITIBIBOWATER

Terrains vendus pour 70 millions

PRESSE CANADIENNE

AbitibiBowater a annoncé hier avoir vendu environ 76 724 hectares de terrains forestiers privés au Québec pour une somme de 70 millions.

Le géant du papier a vendu les terrains à une société détenue en partenariat par Société de gestion d'actifs forestiers Solifor et le principal actionnaire de Scierie Dion & Fils, une scierie locale. AbitibiBowater entend utiliser les produits de la vente aux fins générales de l'entreprise.


Bourse
À la Bourse de Toronto, hier, le titre d'AbitibiBowater est demeuré stable et a clôturé à 61 cents.

MUNICIPALITÉ LA DORÉ

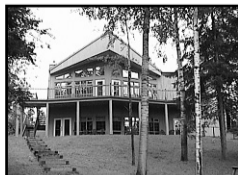
VENTE D'IMMEUBLE PAR SOUMISSION

Aux personnes intéressées à acquérir un immeuble par soumission :
AVIS PUBLIC est donné que:

La municipalité de la paroisse de La Doré, et ce, pour et au nom de la Corporation d'Aménagement et de Développement de La Doré, recevra les soumissions sous enveloppes scellées pour la vente de l'immeuble spécifié ci-dessous soit :



Auberge La Nuit Boréale
Terrain de 4090.40 mètres carrés
4201, rue des Peupliers
Année de construction : 1993
La Doré, Québec
Bâtiment: 542.9 mètres carrés



L'Auberge La Nuit Boréale est située sur un site touristique patrimonial longeant la rivière aux Saumons.

Les soumissions devront être reçues avant 11h00 le 1er mars 2009 à la Municipalité de La Doré, 5000, rue des Peupliers, La Doré, Québec, G8J 1E8 et seront ouvertes au même endroit après l'heure de réception. L'acquéreur devra fournir un plan d'affaire accompagnant sa soumission. La municipalité ne s'engage à n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions. La description détaillée est disponible au bureau administratif de la municipalité.

Pour visite et informations supplémentaires : www.moulindespionniers.qc.ca

René Perron, M.B.A., M.A. en études régionales
Directeur général
rperron@municipalite.ladore.qc.ca
Téléphone : 418-256-3545 • Télécopieur : 418-256-3496

La pétition des fabricants de chandelles



CLAUDE PICHER
CHRONIQUE

Il y a de nombreuses années, j'ai mis la main sur un recueil de textes de Frédéric Bastiat. Je me suis amusé comme un petit fou. Encore aujourd'hui, c'est toujours avec plaisir que je le relis. On peut être d'accord ou pas avec les idées de l'auteur, mais ses dons littéraires ne font aucun doute.

Frédéric Bastiat est un économiste français qui a vécu au début du XIX^e siècle. Il a aussi tâté de la politique: député de gauche à l'Assemblée nationale, il manifeste une grande indépendance d'esprit en votant tantôt avec les socialistes, tantôt avec les conservateurs, en fonction des différents projets de loi.

Bastiat est surtout connu pour avoir laissé des textes savoureux et incisifs à la défense de ses idées: promotion de l'économie de marché et du libre-échange, anticolonialisme. L'auteur manie l'ironie, la satire, l'humour avec talent, et demeure un des maîtres de la vulgarisation. Cent soixante

ans après sa mort, ses textes peuvent toujours être facilement lus et compris par monsieur et madame Tout-le-Monde.

Ironiquement, il est assez peu connu en France (bien qu'une rue de Bayonne, sa ville natale, honore sa mémoire). En revanche, il est très souvent cité dans le monde anglo-saxon.

Une des satires les plus célèbres de Bastiat est *La pétition des fabricants de chandelles*⁽¹⁾. C'est une brillante démonstration de l'absurdité où peut mener le protectionnisme. Alors que, sur fond de crise, les vieux réflexes protectionnistes refont surface au Congrès américain, menaçant des milliers d'emplois au Canada, il serait peut-être utile de revoir ce petit bijou.

Bastiat imagine une pétition adressée au gouvernement français par les «fabricants de chandelles, bougies, lampes, chandeliers, réverbères, mouchettes, éteignoirs, et des producteurs de suif, huile, résine, alcool,

et généralement de tout ce qui concerne l'éclairage».

Les pétitionnaires disent être victimes de concurrence déloyale. Écoutons-les: «Nous subissons l'intolérable concurrence d'un rival étranger placé, à ce qu'il paraît, dans des conditions tellement supérieures aux nôtres, pour la production de la lumière, qu'il en inonde notre marché national à un prix fabuleusement réduit.» Les auteurs affirment que, dès que ce rival apparaît, les consommateurs se tournent vers lui, et

La pétition réclame une nouvelle loi qui «ordonne la fermeture de toutes les fenêtres, lucarnes, abat-jour, contrevents, volets, rideaux, vasistas, œils de boeuf, stores, en un mot, de toutes ouvertures, trous, fentes et fissures par lesquels la lumière du soleil a coutume de pénétrer dans les maisons au préjudice de nos belles industries.»

Le document s'étend longuement sur les avantages économiques d'une telle loi. Voyons plutôt: «S'il se consomme plus

de l'agriculture qui ne prenne un grand développement. Il en est de même de la navigation: des milliers de vaisseaux iront à la pêche à la baleine, et dans peu de temps nous aurons une marine capable de soutenir l'honneur de la France.»

S'il faut fermer toutes les fenêtres pour stimuler les ventes de chandelles, quelqu'un paiera forcément quelque part, et ce quelqu'un, c'est évidemment le consommateur. Les pétitionnaires ont prévu le coup et avancent un argument à la limite du sophisme: «Vous n'avez plus le droit d'invoquer les intérêts du consommateur», écrivent-ils aux députés. Chaque fois que le gouvernement a eu à trancher entre le consommateur et le producteur, il a toujours sacrifié le consommateur pour créer de l'emploi: «Pour le même motif, vous devez le faire encore.» Et tiens, toué, le consommateur!

Bastiat ironise, bien sûr. Mais derrière le sel de ce texte écrit en 1845, on n'aurait pas trop de difficulté à trouver des raisonnements des lobbies protectionnistes d'aujourd'hui.

(1) Cette chronique reprend quelques extraits de la célèbre *Pétition*. Pour un accès direct et gratuit au texte complet, taper www.bastiat.org/fr/petition.html

Alors que les réflexes protectionnistes refont surface au Congrès américain, il serait peut-être utile de voir le texte satirique de Frédéric Bastiat sur les fabricants de chandelles.

leurs ventes tombent à zéro. Toute l'industrie française de l'éclairage, ainsi que ses «innombrables ramifications», sont frappées de la «stagnation la plus complète».

Mais qui est donc ce redoutable rival? Le soleil!

En bons protectionnistes, les fabricants de chandelles jouent de la fibre patriotique en criant au complot: sans doute est-ce l'Angleterre, elle-même largement épargnée par le soleil, qui est derrière tout cela!

de suif, il faudra plus de bœuf et de moutons, on verra se multiplier les prairies artificielles, la viande, la laine, le cuir, et surtout les engrais, cette base de toute richesse agricole. S'il se consomme plus d'huile, on verra s'étendre la culture du pavot, de l'olivier, du colza. Ces plantes riches et épuisantes viendront à propos mettre à profit cette fertilité que l'élevage des bestiaux aura communiquée à notre territoire. Il n'est pas une branche

SECTEUR MANUFACTURIER

Un emploi sur sept perdu entre 2004 et 2008

LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Près de 322 000 emplois ont disparu dans le secteur de la fabrication au Canada entre 2004 et 2008, soit plus d'un emploi manufacturier sur sept, alors que, dans le reste de l'économie, 1,5 million d'emplois ont été créés, indique une étude publiée hier par Statistique Canada.

Les industries manufacturières ont presque toutes été en net recul durant la période couverte par

été touchées par des reculs, certaines l'ont été plus durement. L'industrie du textile et du vêtement, qui a longtemps été un des plus importants employeurs manufacturiers du pays, a vu près de la moitié de ses emplois disparaître», précise l'étude.

«L'industrie de l'automobile a également été durement touchée. De 2004 à 2008, un emploi sur cinq dans la fabrication de véhicules automobiles et plus d'un emploi sur quatre dans la fabrication de pièces de véhicules automobiles ont disparu.»

L'Ontario a subi la plupart des pertes, soit 198 600 emplois manufacturiers, ce qui signifie que près d'un emploi de cette catégorie sur cinq (18,1%) en Ontario a disparu en quatre ans seulement. Terre-Neuve-et-Labrador, le Nouveau-Brunswick, le Québec, la Colombie-Britannique et la Nouvelle-Écosse ont également perdu plus de 10% des emplois de cette catégorie.

Avec le recul observé entre 2004 et 2008, la part de l'emploi manufacturier dans l'économie s'est amenuisée. En 2004, le secteur de la fabrication représentait 14,4% de l'emploi total. En 2008, cette proportion était de 11,5%.



PHOTO J.P. MOCZULSKYI, ARCHIVES REUTERS

De 2004 à 2008, un emploi sur cinq dans la fabrication de véhicules automobiles a disparu.

L'industrie du textile et du vêtement, ainsi que celle de l'automobile, ont été durement touchées.

l'étude. Seules quelques industries, dont celles de la fabrication de matériel de transport (excluant les véhicules et les pièces d'automobiles), des produits du pétrole et du charbon et des produits informatiques et électroniques, ont connu des hausses d'emplois de 2004 à 2008.

«Si la grande majorité des industries manufacturières ont

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Finissants 2008

MBA POUR CADRES



Stéphane Alary



Pierre Asselin



Eric Boivin



Stéphane Bouchard



Jean Caron



Nathalie Charest



Edith Cyr



François Deschamps



Serge Doyle



Sylvain Durocher



Gilles Labranche



Jacques Laurin



Hughes Mercure



Serge Montpetit



Gary Mullins



Valérie Racine



Daniel Rivest



Héléne Roberge



Marie-Eve Rocheleau



Denis Roy



Martin Ruel



LES ENTREPRISES C.G.D.



SEMAINE DU 15 AU 21 FÉVRIER 2009

PLUS VALUE

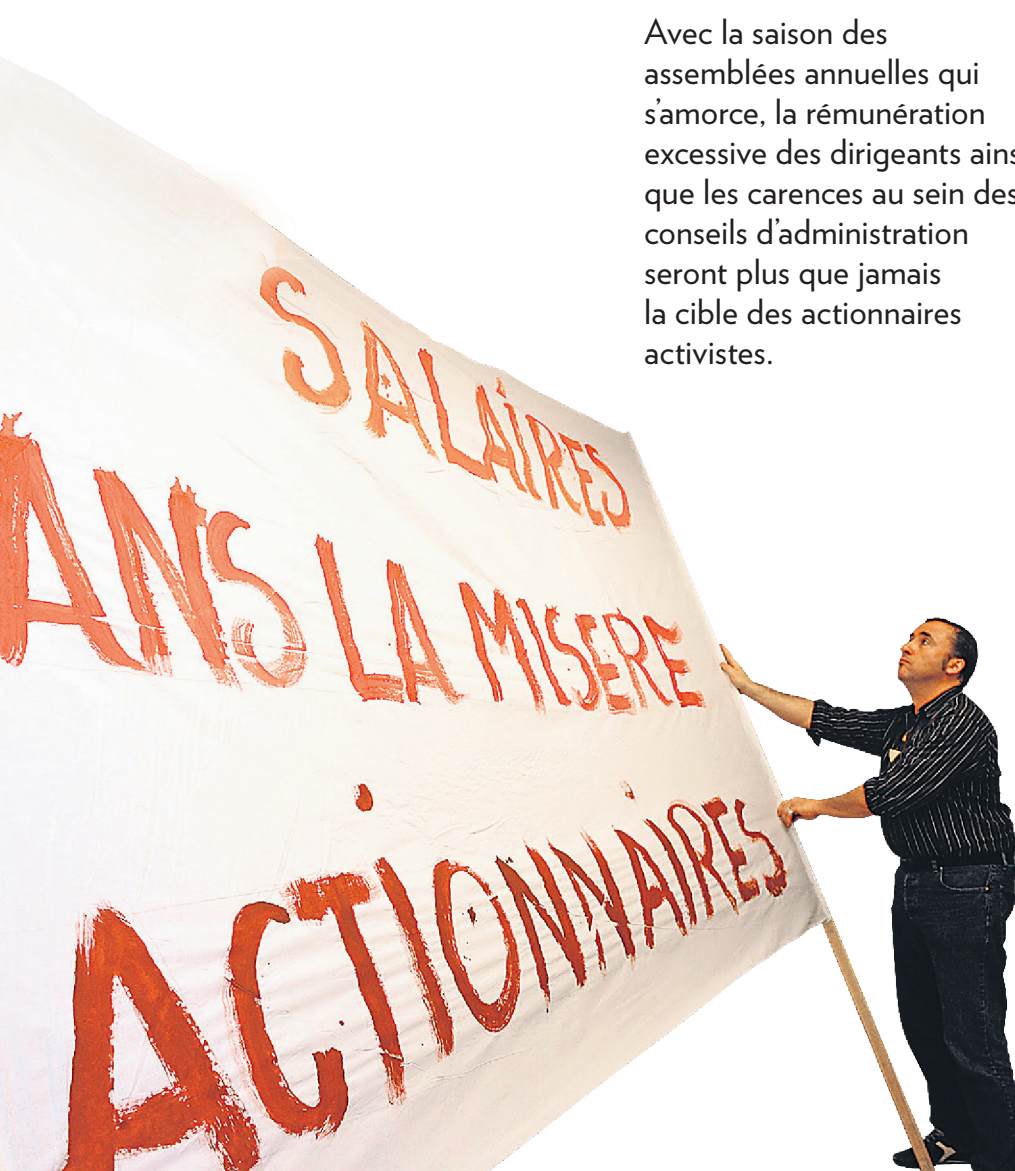
POUR MIEUX GÉRER VOS PLACEMENTS



« Nous sommes aujourd'hui au milieu d'une récession dont l'envergure et les effets foudroyants sont du jamais vu dans l'histoire de Transcontinental. »

— Rémi Marcoux, président du conseil de Transcontinental, qui a annoncé cette semaine l'élimination de 1500 postes

LA CRISE ARME LES INVESTISSEURS RESPONSABLES



Avec la saison des assemblées annuelles qui s'amorce, la rémunération excessive des dirigeants ainsi que les carences au sein des conseils d'administration seront plus que jamais la cible des actionnaires activistes.



STÉPHANIE GRAMMOND

Les investisseurs responsables n'ont pas été épargnés par la crise financière. Mais l'indignation qu'elle soulève dans le public leur fournit de nouvelles munitions pour continuer leur combat contre les pratiques immorales des entreprises.

De la même façon que les scandales comptables à la Enron, au début des années 2000, ont amené un resserrement des règles du jeu, notamment avec l'adoption de la loi Sarbanes Oxley, les abus qui ont mené à la crise du crédit pourraient bien entraîner des changements profonds dans la gouvernance des sociétés.

C'est du moins l'intention des actionnaires militants, qui cibleront la rémunération excessive des patrons et les carences au sein des conseils d'administration durant les prochaines assemblées annuelles. La saison commence cette semaine avec celles de la Banque Royale, de la Banque CIBC et de la Banque Nationale, entre autres.

Rémunération excessive

« Avec la crise financière, c'est le moment de faire table rase et de repartir sur des bases saines. Stratégiquement, le moment est propice pour faire changer les choses du côté de la rémunération », affirme Olivier Gamache, président du Groupe Investissement responsable, firme

spécialisée dans la gestion des droits de vote.

Pour prévenir de nouveaux abus, la famille de fonds communs Meritas proposera donc que la rémunération des dirigeants des banques et d'autres grandes entreprises soit soumise à un vote consultatif des actionnaires.

« L'enjeu de la rémunération des dirigeants a toujours été présent. Mais cette année, encore plus. Il y a un ras-le-bol de ceux qui ont fait perdre de l'argent à tout le monde sauf à eux », lance Louise Charrette, membre du conseil d'administration du Mouvement d'éducation et de défense des actionnaires (Médac).

Par exemple, les patrons de la Banque CIBC ont empoché près de 24 millions de dollars, une augmentation de salaire de près de 10%, même si la banque a perdu deux milliards de dollars en 2008 et que ses actions ont fondu de moitié.

Le Médac réclame aussi un vote consultatif visant à faire approuver la politique qui permet d'établir la rémunération des grands patrons des banques. « On se place en aval des salaires », précise M^{me} Charrette.

Une idée qui plaît à Michel Nadeau, directeur général de l'Institut sur la gouvernance privée et publique. « Les actionnaires devraient pouvoir se prononcer sur les coûts des programmes de rémunérations des dirigeants, établir les critères qui permettront d'obtenir une bonification. Parfois, on met la barre bien bas. Ce sont des points gratuits », déplore-t-il.

Dans les deux cas, les propositions demandent un vote consultatif, qui permettrait aux actionnaires de donner une cau-

LES PROPOSITIONS D'ACTIONNAIRES DE LA SAISON 2009 DES ASSEMBLÉES ANNUELLES

Proposition	Sociétés visées	Proposeur
Soumettre à un vote consultatif la rémunération annuelle des dirigeants	Banques*, Sun Life, Groupe TMX, Nortel Networks, Potash	Meritas Mutual Funds
Soumettre à un vote consultatif le plan de rémunération des dirigeants	Banques**, Manuvie, Power Corp., Bombardier	Médac
Assurer l'indépendance du comité sur la rémunération et des consultants	Banques**, Manuvie, Power Corp., Bombardier	Médac
Revoir la rémunération des dirigeants en fonction de leur performance et des risques	Banques*	Robert Verdun
Limiter la rémunération des dirigeants lorsque la société change de main	Banque Laurentienne, Banque Scotia	Médac
Offrir aux femmes la moitié des nouveaux sièges au conseil d'administration	Banques**, Manuvie Power Corp. Bombardier	Médac
Limiter à quatre la participation des membres du conseil, aux conseils d'autres sociétés	Banques**, Manuvie, Power Corp., Bombardier	Médac
Revoir la politique de recrutement des membres du conseil	Banques*	Robert Verdun
Améliorer la culture d'entreprise en relation avec la sécurité	Canadien National	Inhance Investment Management
Produire un rapport sur les risques liés aux changements climatiques	Great-West	Ethical Funds
Produire un rapport sur le respect des droits humains en Chine et au Soudan	Power Corp.	Ethical Funds
Produire un rapport sur l'approbation des autochtones aux nouveaux projets	Enbridge	Ethical Funds
Réviser les pratiques de vente à découvert	Banques*	Robert Verdun

* Banque de Montréal, Banque Scotia, Banque CIBC, Banque Royale et Banque TD.

** Les cinq plus grandes banques, plus la Banque Nationale et la Banque Laurentienne.

NB: La proposition sur l'indépendance du comité de rémunération a été retirée à la TD et la CIBC. La proposition sur les femmes au conseil a été retirée à la Banque Nationale.

Source: Share

Le bonheur, c'est de rester **OPTIMISTE** et de voir le bon côté des choses.

UN GRAPHIQUE VAUT 1000 MOTS

Cap vers la déflation?

Aux États-Unis, l'inflation a rétrogradé très rapidement, en bonne partie à cause de la baisse du prix du pétrole. Mais l'indice de base des prix à la consommation (mis à part l'énergie et les aliments) est aussi en perte de vitesse.

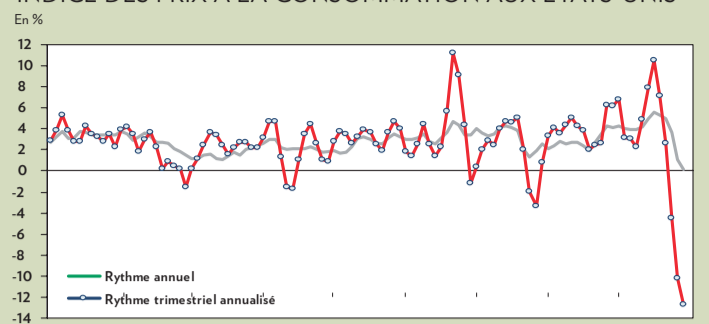
Cela ramène au premier plan les craintes de déflation, caractérisée par une spirale à la baisse des prix de vente et des salaires. Les ménages craintifs reportent leurs dépenses. Les détaillants de vêtements

ont dû faire de grands soldes avant les Fêtes. Les ventes de véhicules sont aussi en difficulté. Les risques de déflation n'ont jamais été si grands depuis les années 30. Néanmoins, le plan de relance d'Obama

devrait renverser la tendance durant la seconde moitié de 2009. Reste que la glace est bien mince...

— Martin Lefebvre, économiste principal, Desjardins

L'INFLATION EST EN CHUTE LIBRE
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION AUX ÉTATS-UNIS



Source : Études économiques Desjardins

tion morale à la rémunération, sans avoir le pouvoir de la bloquer.

Il s'agit d'une approche plus souple qu'un vote pur et simple, mais tout de même efficace, estime M. Gamache. « Il serait difficile pour les dirigeants d'aller quand même de l'avant en sachant qu'ils ont les actionnaires à dos », dit-il.

Le vote consultatif sur la rémunération est déjà bien ancré au Royaume-Uni et en Australie depuis 2002. Il est devenu exécutoire aux Pays-Bas, au Danemark et en Suède, indique le Groupe Investissement responsable dans sa revue annuelle des grands enjeux responsables, qui sera diffusée officiellement mardi prochain.

Toujours dans l'optique de mieux encadrer le salaire des patrons, le Médac proposera aussi que le comité de rémunération devienne aussi indépendant que l'est devenu le comité de vérification. Déjà, la TD et la CIBC ont accepté.

De son côté, la Banque Nationale a accepté la proposition du Médac qui réclame plus de femmes au conseil. L'an dernier, le Médac demandait que les femmes occupent la moitié des sièges d'ici cinq ans. Cette année, il a assoupli sa position, réclamant que la moitié des nouveaux postes soient offerts à des femmes.

La même proposition sera soumise aux autres banques, ainsi qu'à Power Corp, à Bombardier et à Manuvie.

« C'est préoccupant de voir que le pourcentage de femmes dans les conseils d'administration stagne à 13 % depuis 20 ans. Il faut faire quelque chose », croit M. Nadeau.

Zones d'ombre

Mais en tournant tous les projecteurs vers la rémunération et les conseils, les actionnaires risquent de laisser dans l'ombre les enjeux environnementaux et sociaux ainsi que les droits de l'homme.

Peut-être certains actionnaires désabusés laisseront-ils même tomber le combat éthique. D'ailleurs, la semaine dernière, à l'assemblée de BCE, aucune proposition n'a pu obtenir plus de 12 %. « Je suis un peu déçu parce que les actionnaires et les détenteurs d'obligations ont été entraînés dans un long feuilleton. J'aurais pensé que cela raviverait l'intérêt des investisseurs », avoue M. Gamache.

À son avis, ce n'est pas parce qu'il y a une perte de confiance dans les marchés financiers qu'il doit y avoir une perte de confiance dans la « démocratie actionnariale ».

LES RENDEMENTS DES FONDS ÉTHIQUES N'ONT PAS ÉTÉ ÉPARGNÉS

La crise financière n'a pas épargné les investisseurs responsables. Au Canada, les fonds éthiques ont tous terminé l'année 2008 dans le rouge, à l'exception des fonds de revenus fixes et de marchés monétaires.

Mais certains se sont enfoncés un peu moins profondément dans le bourbier.

Parmi les fonds d'actions canadiennes, certains fonds responsables comme le fonds Desjardins Environnement (-32,4 %) et le fonds RBC Jantzi Canadian Equity (-31,9 %) ont obtenu de meilleurs résultats que la moyenne des fonds de la catégorie (-34,6 %) et que l'indice composé de la Bourse canadienne (-33 % incluant le dividende).

Par contre, le fonds Acuity Social Values Can a flanché de 46 % en 2008. Sur cinq ans, il affiche le pire rendement (-3,4 % par an) parmi les fonds responsables d'actions canadiennes.

Parmi les fonds équilibrés canadiens, le fonds Ethical Balanced, de loin le plus lourd avec 291 millions dans ses coffres, a décliné de 18 %, soit un peu moins que la moyenne des fonds équilibrés vendus au Canada qui ont fondu de 20,5 %.

Par contre, le fonds Investors Summa a perdu la moitié de sa valeur (-49,6 %) en 2008, bien pire que la moyenne des fonds d'actions canadiennes ciblées (-30,7 %) dont il fait partie. Malgré tout, il demeure le plus important fonds socialement responsable au Canada, avec des actifs de 846 millions.

Côté actions mondiales, plusieurs fonds éthiques ont mieux fait que la moyenne, dont ceux des familles Éthical, PH&N, Mackenzie, Acuity, Inhance et RBC.

Si les fonds responsables n'ont pas pu esquiver la débâcle boursière, ils ont quand même prouvé quelque chose : dans un marché à la baisse, « on ne perd pas plus de rendement en étant socialement responsables. Et on obtient une plus-value qui ne se retrouve pas dans les cotes boursières », assure Olivier Gamache, président du Groupe Investissement responsable.

Optimiste, il s'attend à ce que les entreprises qui ont des pratiques responsables rebondissent plus vite. « Dans le marché de l'automobile, dit-il, regardez qui est en train de quêter : les constructeurs de gros véhicules gourmands. »

SUR LE RADAR

Chaque samedi, un financier différent répond à nos questions. Il donne sa lecture des marchés, offre son point de vue sur la Bourse et propose quelques conseils d'investissement. Cette semaine, Guylaine Raby.

La Bourse au plancher, mais pas le salaire des patrons

STÉPHANIE GRAMMOND

Q :

À votre avis, quel est l'événement le plus significatif de la semaine en Bourse?

Les marchés nord-américains ont descendu cette semaine, flirtant avec leurs bas du mois de novembre dernier. Décidément, le plan de relance du président Obama n'a pas convaincu les marchés, qui l'on jugé trop timide. Au Canada, la baisse importante des expéditions manufacturières en dit long sur la vitesse à laquelle notre économie se contamine. Ainsi, la baisse hebdomadaire de l'indice de la Bourse canadienne (S&P/TSX) démontre que mauvaises nouvelles ne sont pas terminées.

Q :

Quel indicateur surveillez-vous le plus attentivement en ce moment?

Je regarde le ratio des options de vente aux options d'achat (*put-call ratio*) qui est un indicateur à contre-courant mesurant le nombre d'options de vente négociées par rapport au nombre d'options d'achat. Également, je regarde le VIX, un indice de la volatilité du marché.

Ces indices sont actuellement élevés, ce qui porte à croire que les marchés n'anticipent pas de bons résultats pour bientôt. C'est à se demander dans quelle fourchette seront les bénéfices du S&P500 en 2008. Ils ont atteint leurs sommets au troisième trimestre de 2007, soit 84,92 \$. Nous pouvons nous attendre à des résultats plus négatifs que prévu!

Q :

Que feriez-vous avec 10 000 \$ à investir?

Comme les données économiques risquent de s'assombrir davantage et que l'inflation risque d'augmenter dans un horizon plus lointain, je préfère investir en partie dans l'indice obligataire court terme canadien (XSB). Ce portefeuille indicatif d'obligations a une échéance moyenne de trois ans et il donne un rendement courant de 4,25 %.

Également, dans une proportion de 15 % du portefeuille, j'achète de l'or et de l'argent (CEF.A) ainsi que l'indice des principales pétrolières canadiennes (XEG). Le prix du pétrole ne demeurera pas à ce niveau éternellement. Récession ou pas, la Chine et l'Inde en demanderont de plus en plus.

Q :

Quel placement évitez-vous à tout prix?

Les actions des sociétés financières, en particulier les sociétés américaines, car le secteur entier est très malade. Je crois que ces sociétés ne sont pas au bout de leur peine avec les produits dérivés. Quant aux banques canadiennes, la récession les touchera également et nous pouvons observer actuellement la vitesse à laquelle l'économie canadienne se détériore.

Q :

À l'aube de la saison des assemblées annuelles, quel est le plus grand enjeu éthique?

Avec la crise financière et ses graves conséquences sur l'économie, je crois que les investisseurs seront de plus en plus attentifs à la bonne gouvernance des sociétés. Cela sera encore plus vrai si les bénéfices des sociétés ne sont pas au rendez-vous et que la rémunération des dirigeants demeure excessive et peu transparente.

Avec la saison des résultats financiers, nous nous attendons à ce que plusieurs dirigeants se serrent la ceinture. J'espère que plusieurs imiteront le geste du président du Groupe Laperrière & Verreault, qui a réduit sa rémunération, afin d'assurer la pérennité de la société, sans exiger des concessions seulement des employés et des actionnaires. Ce sont des gestes qui aideront à rétablir la confiance.

GUYLAINE RABY

Gestionnaire de portefeuille adjointe à Valeurs mobilières Desjardins, une firme de courtage qui administre un actif de 16 milliards de dollars. Avec 25 ans d'expérience, elle gère également les portefeuilles PDG (Performance, Diversité, Gouvernance) qui misent sur la saine gouvernance et la présence accordée aux femmes à la tête des entreprises.



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

En des temps difficiles comme aujourd'hui, tout est question de perspective.

Plus que jamais, vous voulez les meilleurs retours sur vos investissements. Si vous cherchez à embaucher du nouveau personnel, vous voulez donc trouver les meilleurs candidats, le plus vite possible. Workopolis est là pour ça. Avec plus de 1,9 million de candidats, y a de quoi sourire de bonheur!



LE PLUS GROS SITE D'EMPLOIS AU QUÉBEC



Le bonheur, ça se travaille.

LA PRESSE AFFAIRES GRANDE ENTREVUE

Stephen Jarislowsky, de la firme Jarislowsky Fraser

La nature humaine guide la finance

Il a vécu en Allemagne, aux Pays-Bas, en France, aux États-Unis. Il a débusqué les nazis au Japon pour les services secrets américains. Il a étudié le génie, les affaires, la culture asiatique. Il est devenu milliardaire, a combattu les abus du monde de la finance, n'a jamais craint la controverse. Et à 83 ans, Stephen Jarislowsky semble incapable de s'arrêter. « Me reposer? Je me repose assez. Pas besoin de me reposer plus. »



PHILIPPE MERCURE

« On a vécu comme des chiens qui pouvaient manger autant qu'ils le voulaient. Un chien va manger tout ce qui est devant lui, même si ça le rend malade. On a fait exactement la même chose. »

Voilà comment Stephen Jarislowsky, président du conseil, président et directeur de la firme d'investissement Jarislowsky Fraser, explique la crise financière qui secoue actuellement la planète.

Sa liste de coupables est longue. Certaines banques « ont fait beaucoup trop de spéculation » sans avoir les capitaux pour soutenir leurs acrobaties, constate-t-il. Mais M. Jarislowsky blâme aussi les consommateurs qui ont « trop dépensé et ont cédé à l'appât du gain ».

Cette crise, dont il avoue n'avoir pas su prédire l'ampleur, le désole.

« J'ai vécu ma jeunesse pendant la Dépression et on dirait bien que je vais finir mes jours dans le même contexte. Ce n'est pas amusant, ça. Ça veut dire qu'en l'espace d'une vie comme la mienne – plus de 80 ans –, l'être humain est resté aussi idiot. »

Derrière les énormes lunettes, le regard est perçant. Le bureau de Stephen Jarislowsky est rempli de plantes qui étendent leurs feuilles dans toutes les directions. À l'une des branches pend un singe en peluche. Des peintures sont accrochées aux murs, rappelant que le financier est aussi un grand amateur d'art.

La nature humaine, explique l'oracle, carbure à la peur et à l'appât du gain. Et c'est l'alternance de ces deux émotions qui explique les cycles économiques. « Ça m'étonne qu'on n'enseigne



Stephen Jarislowsky: « J'ai vécu ma jeunesse pendant la Dépression et on dirait bien que je vais finir mes jours dans le même contexte. Ce n'est pas amusant, ça. »

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

pas la nature humaine dans les écoles, dit-il. Si elle ne change pas, ça serait pourtant facile! »

Et vous, M. Jarislowsky, vous avez toujours su résister à la peur et à l'appât du gain? « Toujours », répond le milliardaire. Et vous n'avez aucun regret? « Aucun. »

Si Stephen Jarislowsky est un homme rongé par les remords, disons qu'il cache bien son jeu.

« Je suis fier du fait que j'ai vécu une vie qui me plaît, dit-il. J'ai apporté, peut-être, un peu de bien ici et là. J'ai gagné le res-

Le milliardaire dit avoir toujours su résister à la peur et à l'appât du gain. Et il n'aurait aucun regret.

pect de la société dans laquelle je vis. Je suis bien accepté dans les sociétés ethniques et dans les deux cultures du Canada. »

Liberté chérie

Celui qu'on a appelé « la conscience du milieu financier » rappelle qu'il a créé 21 chaires de recherche universitaire et qu'il est à l'origine de l'Institut sur la gouvernance des organisations publiques et privées, qui combat les abus du monde de la finance et défend les droits des petits actionnaires.

A-t-il fait des erreurs de parcours? « On fait toujours des erreurs, dit-il. J'ai fait de très grandes erreurs dans ma vie. D'abord, mon premier mariage et le fait que je n'ai pas pu éduquer mes deux fils. Et puis j'ai fait beaucoup d'erreurs d'investissement, surtout récemment avec les actions d'entreprises financières. »

À 83 ans, que lui reste-t-il à accomplir? Il répond en décrivant de nouvelles batailles qui s'inscrivent dans la guerre qu'il mène depuis des décennies.

« Récemment, j'ai été responsable du fait que certains présidents de banques n'ont pas accepté de prime à la fin de l'année. Je leur ai dit: "Messieurs! Vous allez le regretter si vous acceptez ces primes-là. Ça va être très mal vu." Ils ont compris – sauf un ou deux. »

Comment peut-il faire la leçon aux PDG alors qu'il est lui-même l'un des hommes les plus riches au Québec? La question le fait bondir.

« On n'est plus dans le vieux Québec où quelqu'un qui fait

de l'argent est un voleur », lance-t-il.

S'il est riche, c'est qu'il a fondé lui-même sa propre compagnie et qu'elle a eu du succès, explique-t-il. « Mon salaire a toujours été très bas – il n'a jamais dépassé 32 000\$. Et les taux de Jarislowsky Fraser sont les plus bas de toute l'industrie », dit celui qui a fait fortune avec ses actions.

Son rapport à l'argent? « L'argent vous donne la liberté de vous exprimer et de faire tout ce que vous voulez, dit-il.

Aussitôt que vous faites ce que vous voulez, l'argent n'a plus aucun but. Je n'ai pas besoin de yacht ou d'avion privé. Je conduis ma propre voiture – j'ai gardé la dernière pendant 18 ans! »

Stephen Jarislowsky n'a donc jamais cherché à être riche? « Mon but était de devenir assez riche pour avoir cette liberté, dit Stephen Jarislowsky. Liberté! Liberté chérie! Combats avec tes défenseurs! » s'écrie-t-il tout à coup.

Oui, la crise financière est déolante. Et Stephen Jarislowsky, malgré des décennies consacrées à instaurer un peu d'éthique dans le monde de la finance, admet qu'il n'a pas réussi à corriger la nature humaine. Mais ce n'est pas ce qui l'empêchera de déclamer *La Marseillaise* dans son bureau en rigolant.

STEPHEN JARISLOWSKY SUR...

La Caisse de dépôt et placement
« Ils ont essayé de rivaliser avec Teachers'. Ils ont acheté toutes sortes de choses, la gestion du risque n'était pas suffisante. Il n'y avait pas assez de personnes au conseil d'administration qui comprenaient l'investissement fiduciaire. »

« Les caisses de retraite en général ont fait de la spéculation, elles ont acheté toutes sortes d'investissements qu'on n'achetait jamais auparavant, quand on gérait en bon père de famille – ce qui est quasiment la seule façon de gérer les fonds qui appartiennent à d'autres, surtout les caisses de retraite. »

L'issue de la crise
« La seule chose qui peut nous sauver, c'est l'inflation. Moi, je déteste l'inflation, mais là, on n'a pas le choix. Si on a de la déflation, le prix des maisons et des actions va baisser encore. »

M. Jarilowsky se prononce aussi en faveur d'investissements massifs dans les infrastructures et propose que les gouvernements rachètent les actifs toxiques des banques.

Barack Obama
« Je ne sais rien de ce bonhomme-là, c'est une question qui reste ouverte. Au moins, il essaie de prendre une direction un peu différente de George W. Bush. Mais, pour le moment, il n'a pas accompli grand-chose, sauf peut-être Guantánamo. »

Ses prises de position politiques
« Pour moi, c'est évident que, si vous êtes citoyen d'un pays démocratique, vous dites ce que vous avez à dire. J'ai eu la chance d'avoir une bonne éducation. Et si on apprend quelque chose, il faut quand même l'utiliser pour faire du bien à la société. »

Sa pensée politique
« Je ne suis pas un homme de droite. Je me trouve un peu à gauche du milieu. »
– Propos recueillis par Philippe Mercure

Une vie bien remplie

Stephen Jarislowsky est né à Berlin en 1925. Peu après la mort de son père, sa mère prend la décision de l'envoyer aux Pays-Bas avec son frère et sa sœur alors qu'il n'a que 5 ans. La famille se réunit à nouveau en 1937 à Paris, puis s'installe à Aix-en-Provence, puis dans le sud de la France.

Au début de la Deuxième Guerre mondiale, la famille quitte l'Europe pour s'installer aux États-Unis. Stephen

Jarislowsky fait ses études en génie mécanique à l'Université Cornell avant d'être recruté par l'armée américaine à l'âge de 19 ans.

L'armée l'envoie à l'Université de Chicago pour y apprendre le japonais, puis à Tokyo, où il travaille pour les services de renseignement. L'un de ses rôles: interroger les Allemands pour déterminer lesquels sont des nazis qui doivent être expulsés.

De retour aux États-Unis en 1946, Stephen Jarislowsky fait des études en histoire et culture orientales, puis décroche un MBA à Harvard. Il est embauché par Aluminium Limited (l'ancêtre d'Alcan) et s'installe à Montréal.

Il quitte tout quelques années plus tard pour aller diriger l'entreprise de sa belle-famille à New York, puis revient à Montréal où il décide de se lancer en affaires.

Buanderie à Laval, fonds communs axés sur les pétrolières, il tâte de tout avant de mettre 100\$ dans une entreprise qui accumule des données financières sur les entreprises et les revend à des investisseurs. Jarislowsky-Fraser, une firme qui gère aujourd'hui des actifs d'environ 42 milliards pour une large gamme de clients privés et institutionnels, est née.

– Philippe Mercure

Affaire Madoff: 650 millions US ont été retrouvés

ASSOCIATED PRESS

NEW YORK — L'administrateur chargé de la liquidation de la firme d'investissements de Bernard Madoff a annoncé hier avoir retrouvé 650 millions US (812,6 millions CAN), tout en

rappelant que la date limite pour porter plainte avait été fixée au 2 juillet.

Lors d'une réunion d'information des investisseurs floués par Bernard Madoff, Irving Picard a indiqué que les victimes présumées de l'investisseur pour-

raient réclamer jusqu'à 500 000\$ US de réparations auprès de la Securities Investor Protection Corp, organisme boursier américain chargé de la protection des investisseurs.

Retraçant l'historique de la fraude, l'administrateur a dit avoir

reçu 2350 plaintes jusqu'ici, mais il s'attend à ce que ce chiffre soit multiplié par deux d'ici le 2 juillet.

Il a par ailleurs affirmé que rien n'indiquait que Bernard Madoff avait acheté des titres pour ses clients. « Nous n'avons aucune preuve que des titres aient

été achetés pour des comptes de clients », a-t-il déclaré.

Le géant de fonds Bernard Madoff, ancien patron du Nasdaq et figure réputée de la finance new-yorkaise, est accusé d'avoir monté une fraude pyramidale de 50 milliards US.

La « modeste » du Fonds FTQ et sa calculette en folie



MICHEL GIRARD
CHRONIQUE

Contre-performance oblige, les institutions financières ne nous parlent pas beaucoup de rendement dans le cadre de la présente campagne REER. Pour attirer notre pognon, plusieurs optent pour une approche plus anodine que... pragmatique. Sauf le Fonds de solidarité de la FTQ!

À preuve, voici quelques exemples de messages publicitaires, suivis de mon grain de sel.

— Desjardins: « Odile Cliche, 46 ans, arrose ses plantes à l'eau de pluie. » « Avec SociétéTerre, vous alliez objectifs financiers et valeurs personnelles. S'il faut de la pluie pour faire croître nos fonds, qu'il pleuve au plus vite! »

— Banque Nationale: « Grand galop et petit trot. Et action! » « Planifiez votre retraite et réalisez vos rêves. » Comment? « Nos conseillers ont les outils et les solutions qui vous aideront à mieux comprendre, planifier et agir. » Il ne reste plus qu'à trouver la solution pour faire de l'argent!

— Banque Royale: « Imaginez. Réalisez. Des fonds qui inspirent confiance. » Si la confiance vient avec du rendement, je suis preneur!

— Groupe Banque Scotia: « Pour rester dans la direction du bon sens, parlez à un conseiller

Scotia. Nous pouvons vous aider à faire valoir vos avoirs. Vous êtes plus riche que vous le croyez. » À la lumière de mes relevés, je pensais le contraire. Ouf!

— Épargne Placements Québec: « Pour épargner, vous êtes à la bonne place. » « Le nom le dit. Épargne... Placements Québec. » Un rendement plus généreux avec ça? Et on sera à la bonne enseigne.

— Régie des rentes du Québec (RRQ): « À vos marques. Prêts? Planifiez! À gagner, un REER de 2500\$ » « jeplanifie.com ». Voilà un bon conseil, surtout après les lourdes pertes du portefeuille de la RRQ géré par la Caisse de dépôt et placement du Québec. Et en prime, une petite loterie. Mais c'est dont bien *cute!* comme dirait Guy A.

Qu'à cela ne tienne, je décerne cette année la palme promotionnelle de la campagne REER au Fonds de solidarité de la FTQ, soit le plus populaire REER auprès des Québécois.

Voici le texte de l'annonce, chapeauté par un jeune couple de retraités rayonnant de bonheur sur la passerelle d'un bateau, avec carte géographique à la main de monsieur: « Les petits bonheurs de la retraite, ça commence aujourd'hui. Le REER du Fonds de solidarité FTQ vous procure

30% plus d'économies d'impôt qu'un REER conventionnel. C'est 30% plus d'argent qui vous revient maintenant. À vous d'en profiter! »

De par les temps difficiles qu'on traverse à l'échelle de la planète, merci à la direction du Fonds de solidarité de nous faire rêver aux « petits bonheurs » en question.

Concernant toutefois les « 30% plus d'économies d'impôt », minute S.V.P. Un peu de prudence. On n'investit pas dans un placement dans le but ultime d'économiser plus d'impôt. Si tel est l'objectif recherché, oubliez le Fonds de solidarité ou Fondation de la CSN et investissez plutôt dans les actions

Comment parvient-on à proclamer de si spectaculaires rendements?

accréditives. Les économies d'impôt sont deux fois plus élevées! Pour paraphraser le Fonds FTQ, ce serait donc 60% plus d'argent qui vous revient maintenant.

Je trouve qu'il s'agit ici d'une très mauvaise approche de l'épargne. Ce qui compte avant tout en matière d'épargne c'est: un, la qualité du placement (est-il spéculatif ou pas?); deux, sa solidité en période de crise financière; trois, sa liquidité (peut-on en le liquider facilement ou pas?); quatre, son rendement potentiel.

Soyons réaliste. Le Fonds de solidarité est en soi un placement

de qualité « moyenne » en raison de la forte concentration de son portefeuille dans des PME strictement québécoises. Ce n'est pas un reproche. C'est la raison d'être du Fonds, pour permettre à ses actionnaires d'obtenir les crédits d'impôt de 30%.

Le Fonds s'est relativement bien débrouillé durant la période trouble de juin à novembre 2008, affichant un recul de 15,3% pour ces six mois. Question: quelle sera la performance du Fonds de décembre et à mai prochain, soit les six derniers mois de son actuel exercice financier? Jusqu'à présent, cette période est de plutôt mauvais augure pour la plupart des caisses de retraite.

À écouter les dirigeants du Fonds de solidarité, leurs actionnaires auraient obtenu un mirobolant rendement.

Côté rendement? À écouter les dirigeants du Fonds de solidarité, leurs actionnaires auraient obtenu un mirobolant rendement.

Une récente étude commanditée par le Fonds FTQ a démontré, disent-ils, que « le REER du Fonds est plus payant qu'un REER au profil équilibré compte tenu de son rendement au fil des ans et de l'effet des crédits d'impôt de 30% accordés par les gouvernements aux actionnaires », comparativement aux REER conventionnels.

« Selon l'hypothèse d'un taux de rendement annualisé de 4% pour le Fonds et d'un taux marginal d'imposition de 38% pour un travailleur, pour être équivalent,

un REER au profil équilibré (à 6% de rendement) devrait donner 32% de rendement sur cinq ans; 17% de rendement sur 10 ans; 10% de rendement sur 20 ans et 9% de rendement sur 25 ans. »

Comment parvient-on à proclamer de si spectaculaires rendements? En utilisant l'hypothèse qu'un placement annuel net après impôt de 1000\$ dans le REER du Fonds équivalait à un placement brut de 3162\$ à comparer à un placement brut de 1623\$ dans un REER conventionnel. Et hop! la calculette s'occupe de calculer la supériorité du Fonds FTQ.

La réalité du portefeuille FTQ, maintenant.

Le cours actuel de l'action du Fonds de solidarité, soit 21,20\$, est inférieur au niveau de 1998 (21,72\$ l'action). C'est donc dire que le portefeuille REER des quelque 575 000 actionnaires du Fonds de la FTQ ne s'est aucunement apprécié depuis les 11 dernières années.

Pendant que le Fonds FTQ rapportait zéro de rendement, l'indice plafonné S&P/TSX de la Bourse canadienne s'appréciait, malgré la magistrale débâcle de 2008, au rythme annuel composé de 6,21% au cours des 10 dernières années. L'indice canadien des obligations négociables, le DEX Univers, grimpaît au rythme annuel composé de 5,99%. L'indice de référence des fonds diversifiés gagnait annuellement 4,29%. Les CPG de 5 ans et les bons du Trésor de 91 jours progressaient au rythme annuel composé de 3,7%.

Une chance que le Fonds FTQ rapporte 30%... de crédit d'impôt!

Selon le ministre Raymond Bachand

Montréal devrait mettre à profit la marque du Canadien

HUGO FONTAINE

Le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Raymond Bachand, veut miser sur l'histoire et la notoriété du Canadien pour promouvoir et projeter l'image de marque de Montréal.

Le ministre a lancé cette idée dans un discours devant la chambre de commerce du Montréal métropolitain, quelques heures après que *La Presse* eut révélé que trois joueurs des Glorieux entretiennent des liens avec un présumé membre du crime organisé.

Les 900 invités ont bien ri, puis M. Bachand a repris la balle au bond. « Ce n'est pas parce qu'un joueur fait une faute qu'il faut oublier 100 ans d'histoire. »

En plus d'assurer des retombées économiques importantes, particulièrement en séries éliminatoires, le Canadien est l'une des premiers éléments que les étrangers associent à la ville, a rappelé le ministre.

« Est-ce qu'on fait le meilleur maillage promotionnel possible de cette légende contemporaine que représente les Canadiens de Montréal? Peut-on la rendre plus performante pour Montréal? »

En point de presse, M. Bachand a donné l'exemple du spectacle de l'OSM sur les Glorieux pour illustrer le maillage promotionnel.

La mise à profit du Tricolore fait partie d'une série de projets que le ministre responsable de la région de Montréal a proposé pour redynamiser la ville qui a perdu son très profitable Grand Prix de F1.

Il envisage ainsi la création d'un festival de cirque dans les rues et la revitalisation du Montréal souterrain. Il songe aussi à faire de la coupole de l'oratoire Saint-Joseph un observatoire de la ville.

« À Montréal, nous avons toutes les forces, toute la créativité, toutes les compétences, a-t-il dit en point de presse. Il suffit de les harnacher pour construire une stratégie pour Montréal. C'est en marche, mais le branding n'est pas véhiculé positivement. »

Crise: appel à la solidarité

Durant son allocation, le ministre a bien sûr fait mention de la crise économique, cet « ouragan de force 5 qui n'était encore qu'une tempête tropicale au début de l'automne. »

« Personne n'avait prévu la force et la rapidité de la détérioration économique de la fin de l'année », a ajouté le député d'Outremont.

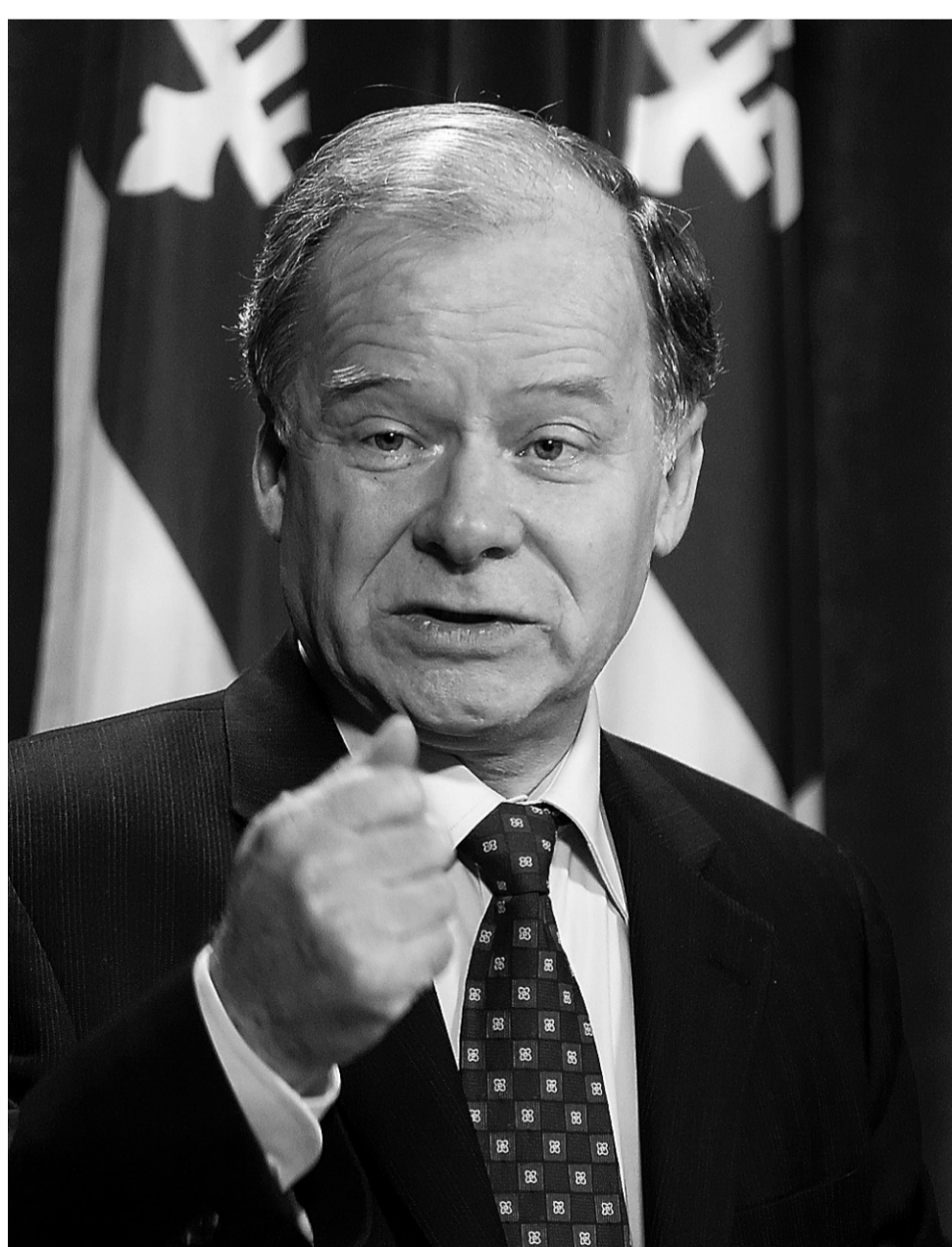


PHOTO CLÉMENT ALLARD, ARCHIVES PC

Le ministre Raymond Bachand

Il a lancé un appel à la solidarité, tant aux milieux d'affaires que gouvernemental ou social. « Il y a pour moi une certitude: nous entrons dans cette crise ensemble et nous en sortirons ensemble. »

Rappelant des problèmes de liquidités des entreprises, il a souligné que le gouvernement avait dégagé 2 milliards pour l'aide financière aux entreprises via le programme Renfort (prêts et garanties de prêt) et la Société générale de financement (SGF).

Le ministre a laissé entendre qu'il n'y aurait pas de concessions fiscales

pour les entreprises dans le prochain budget. « Nous avons un système de fiscalité parmi les plus compétitifs pour les PME. La demande que j'ai de l'ensemble des entreprises ne porte pas sur la fiscalité, mais vraiment sur le financement et le crédit. »

Le ministre a également demandé aux entreprises de garder le cap sur l'an prochain. « Même s'il faut faire des mises à pied, il faut protéger la recherche et développement et faire des investissements pour l'équipement pour être plus forts au moment de la reprise. »

CAISSE DE DÉPÔT

Les retraités de l'État réclament une enquête indépendante

VIOLAINE BALLIVY

Les retraités de l'État veulent connaître les responsables des pertes « historiques » appréhendées par la Caisse de dépôt et placement du Québec pour 2008. L'Association québécoise des retraités des secteurs public et parapublic (AQRQ) réclame la création d'une commission d'enquête indépendante pour faire la lumière sur la gestion des actifs du bas de laine des Québécois.

Les résultats de la Caisse devraient être dévoilés d'ici quelques jours et seront examinés, comme le veut la procédure habituelle, en commission parlementaire au moment de l'étude des crédits, au printemps.

Mais selon l'AQRQ, ce mécanisme n'est pas assez transparent et ne permettra pas d'avoir accès aux documents confidentiels essentiels pour identifier les responsables des pertes encourues par la Caisse en 2008, qui s'élèverait à 38 milliards selon des données publiées par *La Presse*.

« Les retraités, comme tous les autres citoyens du Québec, veulent savoir à qui incombe la responsabilité de ces pertes qui s'annoncent historiques, et cet enjeu a été négligé depuis le début du débat », a déploré hier la présidente de l'AQRQ, Madelaine Michaud, au cours d'un point de presse devant les bureaux de la Caisse.

L'AQRQ veut aussi connaître le détail des politiques qui ont guidé les placements et demande que l'éventuelle commission d'enquête vérifie si l'utilisation de papier commercial adossé à des actifs était conforme aux politiques approuvées par les répondants de la Caisse.

M^{me} Michaud se défend de chercher des coupables, mais elle a déjà montré du doigt les représentants du gouvernement et des syndicats qui siègent en majorité sur les comités de retraite chargés d'établir les politiques de placement et le niveau de risque jugé acceptable. Selon M^{me} Michaud, le gouvernement et les syndicats ont une vision à court terme de la gestion des actifs de la Caisse. « Ils ont tout intérêt à voir fructifier rapidement: les cotisations des syndiqués baissent et les coûts pour le gouvernement aussi. (...) Mais ce n'est un secret pour personne que, plus la possibilité de rendement est élevée, plus le risque est élevé. »

Or, si la Caisse avait pris moins de risques et fait des placements plus prudents, ses pertes auraient été moins importantes, dit M^{me} Michaud. L'AQRQ demande que les retraités soient aussi nombreux que les syndiqués à siéger sur les comités de retraite.

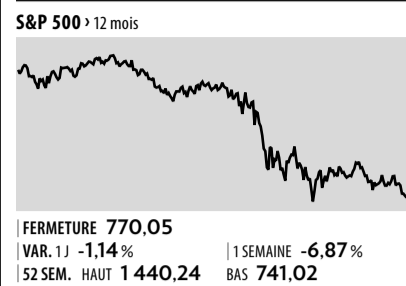
Aucun gel ni réduction des rentes versées ne menace les membres de l'AQRQ. Malgré tout, selon M^{me} Michaud, les retraités ont raison d'être inquiets: « 55% des actifs de la Caisse concernent nos régimes de retraite. Si les estimations se vérifient, cela voudrait dire 20 milliards de pertes pour nos régimes. » Ces pertes réduisent les chances de l'AQRQ d'obtenir l'indexation des rentes, une demande de longue date de l'AQRQ.

Le ministère des Finances a rejeté, hier, la demande de l'AQRQ.

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES

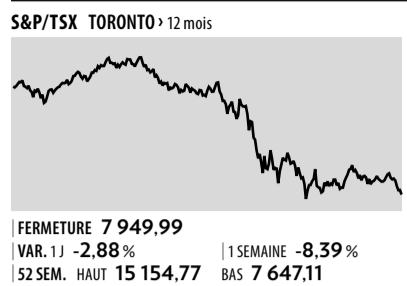
> ÉTATS-UNIS



> DANS LE MONDE

	FERMETURE	VARIATION 1 J	(\$)	(%)
Brazil Bovespa (Brésil)	38 714,64	-1 015,69	-2,56	
CAC 40 (France)	2 750,55	-122,05	-4,25	
DAX (Allemagne)	4 014,66	-200,55	-4,76	
DJ Euro Stoxx 50 (Europe)	1 814,48	-71,80	-3,81	
FTSE 100 (Angleterre)	3 889,06	-129,31	-3,22	
Hang Seng (Hong Kong)	12 699,17	-324,19	-2,49	
Mexico Bolsa (Mexique)	18 324,23	-358,24	-1,92	
Milan MIB30 (Italie)	16 736,00	-960,00	-5,43	
NIKKEI 225 (Japon)	7 416,38	-141,27	-1,87	
S&P/ASX 200 (Australie)	3 402,40	-46,50	-1,35	
Shanghai (Chine)	2 261,48	34,35	1,54	
Swiss Market (Suisse)	4 851,21	-139,31	-2,79	

> CANADA



PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
ISHARES CDN S&P/T (XIU)	31 760 470	12,04	-2,51
HORIZONS BETAPRO (HOU)	27 511 597	4,66	-0,43
MANULIFE FINANC. (MFC)	16 001 528	13,12	-9,52
BOMBARDIER/B (BBD.B)	13 406 509	2,80	-7,90
YAMANA GOLD (YRI)	8 801 812	11,50	1,68
TECK COMINCO/B (TCK.B)	8 423 552	3,80	-6,17
SUNCOR ENERGY (SU)	8 240 224	22,15	-7,52
BANQUE ROYALE (RY)	7 523 135	27,07	-3,08
HORIZONS BETAPRO (HXU)	6 316 633	8,66	-5,36
OSISKO MINING (OSK)	6 084 149	5,04	1,61
BARRICK GOLD (ABX)	5 921 512	46,08	0,39
BANQUE TD (TD)	5 635 265	33,25	-3,99
BANQUE DE MONTREAL (BMO)	5 601 723	24,66	-5,15
KINROSS GOLD (K)	5 497 776	23,74	3,80
BCE (BCE)	5 453 824	25,02	-1,07
TALISMAN ENERGY (TLM)	4 990 090	10,66	-5,41

TITRES GAGNANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
US GOLD CAN. (UXE)	22 845	3,00	17,19
MINEFINDERS (MFL.W)	12 000	3,45	15,00
KEEGAN RES. (KGN)	325 379	2,54	11,40
HORIZONS BETAPRO (HED)	219 264	22,98	9,64
HORIZONS BETAPRO (HFD)	319 720	52,78	9,32

EN \$

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (\$)
HORIZONS BETAPRO (HFD)	319 720	52,78	4,50
CENTRAL GOLDTRUST (GTU.U)	52 776	56,75	3,20
AGNICO-EAGLE (AEM)	1 403 631	68,46	3,13
NEWMONT MINING (NMC)	30 900	54,51	2,94
TIM HORTONS (TH)	1 860 691	30,78	2,33

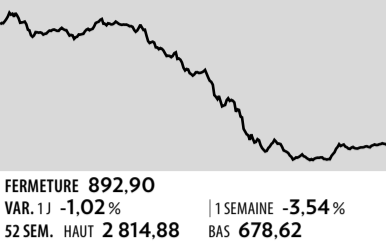
TITRES PERDANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
FAIRBORNE ENERGY (FEL)	1 591 220	2,87	-21,37
CANAM GROUP (CAM)	103 296	4,85	-20,88
BNS SPLIT CORP II (BSC)	2 400	4,05	-19,00
CREW ENERGY (CR)	595 055	2,86	-18,05
CANADIAN WORLD FU (CWF)	1 500	2,04	-17,41

EN \$

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (\$)
FAIRFAX FINANCIAL (FFH)	45 539	352,00	-19,51
RESEARCH IN MOTIO (RIM)	2 313 201	48,75	-4,35
NIKO RESOURCES (NKO)	110 525	45,32	-2,43
ADDAX PETROLEUM (AXC)	543 735	23,35	-2,36
WATERFURNACE (WFI)	6 346	25,03	-2,23

TSX CROISSANCE PETITES CAPITALISATIONS > 12 mois

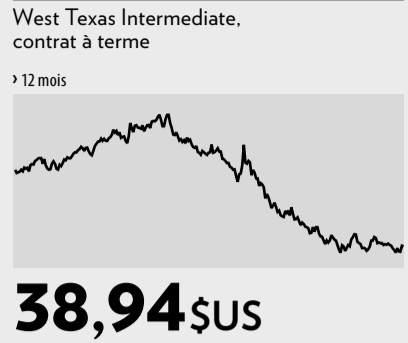


PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
GOLD WHEATON GOLD (GLW)	27 065 250	0,25	0,00
OILEXCO (OIL)	5 168 710	0,16	-11,43
MIDLANDS MINERALS (MEX)	4 343 283	0,15	-11,77
APOGEE MINERALS (APE)	4 339 406	0,07	18,18
FOREST GATE RES. (FGT)	3 835 500	0,02	50,00
STRATIC ENERGY (SE)	2 926 049	0,12	-4,17
CANADA ENERGY (CE)	2 901 500	0,51	10,87
SILVERSTONE RES. (SS7)	2 760 507	1,23	10,81
NAVARRIT GOLD (NYG)	2 684 300	0,51	2,00
SPIDER RES. (SPQ)	2 289 500	0,04	0,00

CONSULTEZ les cotes boursières en tout temps sur lapresseaffaires.com

PÉTROLE



FONDS INDICIELS

	FERM.	1 J (\$)	1 J (%)	1 AN (%)
S&P/TSX comp. (XIC)	12,56	-0,41	-3,16	-41,27
S&P/TSX 60 (XIU)	12,04	-0,31	-2,51	-39,79
S&P/TSX fin. (XFN)	12,19	-0,57	-4,47	-50,21
S&P/TSX éner. (XEG)	11,69	-0,56	-4,75	-46,63
S&P/TSX or (XGO)	21,12	0,62	3,02	-4,81
Oblig. c. terme (XSB)	29,12	0,03	0,10	2,46
Oblig. l. terme (XSB)	29,22	0,12	0,41	1,60
S&P 500 (XSP)	9,12	-0,09	-0,98	-45,84

CANADA LPA 100 (HEBDOMADAIRE)

La Presse Affaires présente une sélection de 100 titres inscrits à la Bourse de Toronto.

	FERMETURE (\$)	VARIATION 1 J (\$)	(%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE SEM. (%)	VAL. B. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	BAS	DIV. ANN.
MATÉRIAUX	2 443,52	1,04	-0,43						
▲ Osisko (OSK)	5,04	0,08	1,61	60 841	3,28	839	6,29	1,40	0,00
▲ Goldcorp (G)	40,02	0,88	2,25	45 761	2,30	29 199	52,48	17,77	0,18
Semafo (SMF)	1,96	0,00	0,00	58 779	0,51	456	2,10	0,75	0,00
Barrick (ABX)	46,08	0,18	0,39	59 215	-1,33	40 204	54,08	22,00	0,39
Potash (POT)	104,69	0,46	0,44	23 103	-1,50	30 904	246,29	61,81	0,40
▼ Cascades (CAS)	2,66	-0,09	-3,27	1 880	-6,34	262	8,79	2,55	0,16
▼ Tembec (TMB)	0,94	-0,02	-2,08	72	-12,15	94	9,42	0,67	0,00
▼ Domtar (UFX)	1,19	-0,05	-4,03	231	-15,00	89	7,55	1,17	0,00
▼ Teck Cominco (TCK.B)	3,80	-0,25	-6,17	84 236	-22,76	1 893	52,90	3,35	0,00
▼ Canam (CAM)	4,85	-1,28	-20,88	1 033	-28,57	221	12,00	3,73	0,16
CONSOMMATION COURANTE	1 386,64	-1,19	-2,37						
Shoppers Drug Mart (SC)	43,75	-0,14	-0,32	8 347	0,11	9 505	58,23	41,39	0,86
Weston (George) (WN)	63,25	-0,53	-0,83	867	-1,13	8 164	67,43	41,83	1,44
▼ Saputo (SAP)	20,90	-0,39	-1,83	3 200	-1,32	4 324	29,85	18,38	0,56
Metro (MRU.A)	37,50	-0,20	-0,53	2 832	-1,45	4 173	39,90	21,00	0,55
Lassonde (LAS.A)	38,50	0,00	0,00	8	-2,53	256	49,99	31,00	0,86
▼ Couche-Tard (ATD.B)	12,62	-0,33	-2,55	2 681	-3,30	2 439	17,74	10,11	0,14
▼ Loblaw (L)	32,45	-0,45	-1,37	4 275	-3,39	8 897	37,57	26,11	0,84
▼ Loblain (TPX.B)	44,99	-1,35	-2,91	31	-7,24	1 121	60,32	41,00	0,79
▼ Jean Coutu (PJC.A)	7,77	-0,12	-1,52	4 310	-9,34	1 834	11,18	6,01	0,16
CONSOMMATION AUTRE	699,26	-0,63	-5,81						
TVA (TVA.B)	6,40	-0,05	-0,78	25	12,28	154	17,10	4,81	0,20
▼ Rona (RON)	11,70	-0,13	-1,10	2 141	-0,85	1 355	16,02	10,03	0,00
BMTIC (GBT.A)	18,00	0,00	0,00	0	-1,64	491	20,50	15,02	0,36
▼ Gildan (GIL)	8,86	-0,21	-2,32	4 948	-2,10	1 069	40,08	8,35	0,00
Uni-Select (UNS)	26,00	0,01	0,04	148	-2,62	512	28,15	18,20	0,43
Canadian Tire-A (CTC.A)	39,22	-0,13	-0,33	1 894	-4,11	3 246	70,00	36,56	0,84
▼ Doré (DII.B)	22,20	-0,36	-1,60	318	-4,19	745	36,50	19,61	0,50
▼ Reitmans (RET.A)	10,60	-0,48	-4,33	726	-5,02	722	19,37	8,09	0,72
▲ Cogeco Câble (CCA)	32,75	0,57	1,77	376	-5,10	1 590	44,59	26,08	0,48
▼ Quebecor (QBR.B)	17,44	-0,23	-1,30	173	-6,64	1 134	33,45	13,80	0,20
▲ Pages Jaunes (VLO.U)	5,13	0,08	1,58	24 675	-7,73	2 613	12,01	4,68	1,17
▼ Astral Media (ACM.A)	23,91	-0,88	-3,55	779	-8,22	1 347	39,88	19,41	0,50
▼ Thomson Reuters (TRI)	28,70	-0,53	-1,81	12 118	-8,31	22 913	39,78	24,83	1,07
▼ Shaw (SJR.B)	18,37	-0,56	-2,96	16 166	-8,61	7 985	24,20	17,00	0,84
▼ Magna (MG.A)	32,47	-1,56	-4,58	5 303	-12,69	3 656	81,66	29,13	0,71
▼ Le Château (CTU.A)	7,06	-0,63	-8,19	1	-13,90	197	14,24	6,31	0,70
SERVICES PUBLICS	1 358,84	-2,00	-6,04						
Fortis (FTS)	23,51	-0,03	-0,13	4 291	0,51	3 978	29,94	20,70	1,04
Gaz Métro (GZM.U)	15,02	-0,12	-0,79	437	0,07	1 809	16,30	10,63	1,24
Boralex (BLX)	7,89	-0,06	-0,76	22	-1,25	298	18,79	5,06	0,00
Innervex (IEF.U)	9,20	-0,02	-0,22	146	-1,81	271	13,23	8,00	1,00
▼ Canadian Utilities (CU)	38,03	-0,63	-1,63	1 723	-5,00	4 772	48,00	33,11	1,41
▼ TransAlta (TA)	19,20	-0,25	-1,29	7 687	-9,39	3 794	38,10	18,50	1,16
TÉLÉCOMS	657,33	-1,40	-7,64						
▼ BCE (BCE)	25,02	-0,27	-1,07	54 538	-4,21	20 192	40,29	20,94	1,54
▼ Telus (T)	32,06	-0,39	-1,20	6 326	-5,71	9 927	48,87	31,81	1,90
▼ Rogers (RCL.B)	30,26	-0,69	-2,23	25 357	-13,89	19 040	46,46	29,00	1,16
SANTÉ	262,40	-2,97	-7,96						
MDS (MDS)	7,75	-0,05	-0,64	4 162	-1,15	931	20,88	5,75	0,00
▼ Theratechnologies (TH)	1,33	-0,03	-2,21	912	-4,32	80	8,66	1,05	0,00
▼ Biovail (BVF)	13								

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

DENRÉES

	FERMETURE	VARIATION (%) 1 JOUR	1 AN
Blé (SUS/boisseau)	5,19	-0,05	-49,09
Cacao (SUS/livre)	1,15	-4,78	2,93
Café (SUS/livre)	1,09	-0,73	-29,56
Maïs (SUS/boisseau)	3,50	-0,85	-33,10
Soya (SUS/boisseau)	8,63	-2,49	-38,29
Sucre (SUS/livre)	0,13	-1,01	-6,82

ÉNERGIE

	FERMETURE	VARIATION (%) 1 JOUR	1 AN
Essence (SUS/gallon)	1,07	-2,69	-58,65
Gaz naturel (SUS/gigagoule)	4,02	-1,42	-55,16
Mazout (SUS/gallon)	1,19	-1,05	-56,73

Source: New York Mercantile Exchange (NYMEX)

MÉTAUX

	FERMETURE	VARIATION (%) 1 JOUR	1 AN
Aluminium (SUS/livre)	0,59	1,21	-53,81
Argent (SUS/once)	14,41	3,37	-18,89
Cuivre (SUS/livre)	1,49	4,43	-59,27
Étain (SUS/livre)	5,06	2,29	-34,22
Nickel (SUS/livre)	4,47	1,39	-64,47
Palladium (SUS/once)	215,50	-0,51	-56,39
Platine (SUS/once)	1 089,80	1,24	-49,05
Plomb (SUS/livre)	0,49	2,36	-65,11
Zinc (SUS/livre)	0,50	3,88	-53,07

Source: London Metal Exchange

LES OBLIGATIONS

	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND.	VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA					
Canada	5,50	01-06-2009	101,28	0,69	0,00
Canada	9,50	01-06-2010	110,69	0,97	0,03
Canada	9,00	01-03-2011	115,26	1,29	0,05
Canada	6,00	01-06-2011	110,38	1,33	0,07
Canada	10,25	15-03-2014	139,45	1,99	0,14
Canada	9,75	01-06-2021	163,68	3,36	0,43
Canada	8,00	01-06-2023	149,91	3,51	0,29
Canada	8,00	01-06-2027	156,01	3,73	0,54
Canada	5,75	01-06-2029	128,38	3,73	0,51

	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND.	VAR.
LES PROVINCES					
Hydro Québec	11,00	15-08-2020	154,03	4,81	-0,24
Manitoba	7,75	22-12-2025	128,95	5,15	-0,04
New Brunswick	6,00	27-12-2017	113,16	4,20	-0,12
Newfoundland	6,15	17-04-2028	111,56	5,18	-0,10
Nova Scotia	6,60	01-06-2027	116,22	5,21	0,02
Ontario	6,25	25-08-2028	114,10	5,10	0,02
Ontario Hydro	7,45	31-03-2013	115,44	3,38	0,19
Ontario Hydro	8,50	26-05-2025	138,40	5,01	-0,18
Ontario Hydro	8,25	22-06-2026	136,92	5,03	-0,11
PEI	8,50	27-10-2015	127,93	3,72	-0,10
Québec	6,00	01-10-2029	109,46	5,24	0,02

	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND.	VAR.
LES CORPORATIONS					
Bell Canada	7,00	24-09-2027	87,08	8,38	0,26
Bombardier	7,35	22-12-2026	71,50	11,03	-1,00
Cons Gas	6,10	19-05-2028	94,40	6,61	0,32
Gtaa	6,45	03-12-2027	95,03	6,92	0,33
Investors Gr	6,65	13-12-2027	87,65	7,92	0,29
Wstcoast Ene	6,75	15-12-2027	98,15	6,92	0,33

TAUX D'INTÉRÊT

	FERMETURE	RENDEMENT SEMAINE	ANNÉE
CANADA			
Taux d'escompte	1,25	0,00	-3,00
Taux préférentiel	3,00	0,00	-2,75
Fonds à un jour	1,00	0,00	-3,00
Bons du Trésor (3 mois)	0,69	-0,05	-2,56
Obligations (2 ans)	1,22	0,07	-1,93
Obligations (10 ans)	2,87	-0,03	-1,06

	FERMETURE	RENDEMENT SEMAINE	ANNÉE
ÉTATS-UNIS			
Taux d'escompte	0,50	0,00	-3,00
Taux préférentiel	3,25	0,00	-2,75
Fed funds	0,25	0,00	-2,75
Bons du trésor (3 mois)	0,27	-0,02	-1,95
Obligations (2 ans)	0,94	-0,02	-1,18
Obligations (10 ans)	2,79	-0,10	-1,10

OR

New York	1 001,80 \$US
Variation 1 JOUR	+25,70 \$US
Variation 1 SEMAINE	+5,62 \$US
Variation 1 AN	+7,19 \$US

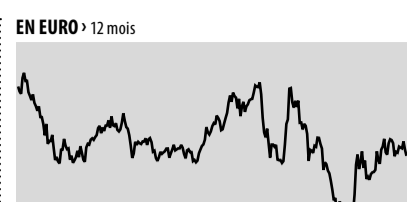
DOLLAR CANADIEN



80,04¢US

VARIATION **+0,63¢**

SOMME REQUISE POUR ACHETER
Un dollar US **124,93¢**



0,6226€

VARIATION **-0,0046€**

SOMME REQUISE POUR ACHETER
Un euro **1,6061\$**

LES DEVISES DANS LE MONDE

Afrique du Sud	1 \$ vaut 8,08 rands	Japon	1 \$ vaut 74,56 yens
Australie	1 \$ vaut 1,24 dollar	Liban	1 \$ vaut 1 878,62 livres
Brazil	1 \$ vaut 1,91 real	Mexique	1 \$ vaut 11,84 pesos
Chine	1 \$ vaut 5,46 renminbis	Norvège	1 \$ vaut 5,42 couronnes
Grande-Bretagne	1 \$ vaut 0,55 livre	Nouvelle-Zélande	1 \$ vaut 1,56 dollar
Hong-Kong	1 \$ vaut 6,20 dollars	Russie	1 \$ vaut 28,69 roubles
Inde	1 \$ vaut 39,75 roupies	Suède	1 \$ vaut 6,96 couronnes
Israël	1 \$ vaut 3,32 nouveaux shekels	Suisse	1 \$ vaut 0,92 franc

La glissade se poursuit

L'énergie et les banques tirent Toronto vers le bas

REVUE BOURSIÈRE

AFP ET PC

NEW YORK — La Bourse de New York a encore fini en baisse hier, après être déjà tombée la veille à son plus bas niveau depuis six ans, à l'issue d'une séance agitée par les rumeurs sur l'avenir des banques: le Dow Jones a perdu 1,3% et le NASDAQ 0,1%.

L'indice-vedette de la Bourse de Toronto a subi un recul encore plus important, soit de 2,9%, les titres des secteurs bancaire et de l'énergie ayant poursuivi leur retraite avec les cours du pétrole.

L'indice composite S&P/TSX a terminé la journée en meilleure posture qu'il ne l'a été plus tôt en cours de séance, mais en affichant quand même une baisse de 235,36 points, soit 2,88%, à 7949,99 points. C'est la première fois en trois mois qu'il met fin aux échanges quotidiens sous le cap des 8000 points.

Sur l'ensemble de la semaine, l'indice de référence du parquet torontois a dégringolé de 8,4%.

Le dollar canadien a avancé de 0,63 cents US pour terminer à 80,04 cents US.

Le secteur torontois de l'énergie a abandonné 5,1%, tandis que les cours du baril de pétrole brut a chuté de 54 cents US à 38,49 \$US à la Bourse des matières premières de New York.

Le secteur aurifère a été le seul à avancer, avec une hausse de 3,1%, les investisseurs ayant fait grimper le cours du lingot au-dessus du cap des 1000 \$US pour la première fois en près d'un an.

« Que de la peur »

À Wall Street, le Dow Jones a cédé 100,28 points, à 7365,67 points et le NASDAQ, à dominante technologique, 1,59 point, à 1441,23 points. L'indice élargi Standard & Poor's 500 a reculé quant à lui de 1,14% (8,89 points), à 770,05 points.



Les Bourses de New York (ci-dessus) et Toronto ont vécu une nouvelle journée mouvementée hier. PHOTO SHANNON STAPLETON, REUTERS

Tombé jeudi à un niveau de clôture plus vu depuis le 9 octobre 2002, l'indice phare de Wall Street est resté en nette baisse une grande partie de la journée, évoluant temporairement au plus bas en séance depuis 1997.

« Ce n'est que de la peur », a soupiré Peter Cardillo, d'Avalon Partners. « Une nouvelle fois, les banques sont plombées par les rumeurs de nationalisations », a-t-il expliqué.

Face à la dégringolade des deux géants de la banque Citigroup (-22,3% à 1,95 \$US) et Bank of America (-3,6% à 3,79 \$US), déjà renflouées sur fonds publics, de nombreux analystes jugent désormais inévitable une nationalisation temporaire de ces établissements.

« Le marché est troublé ces derniers temps, parce que les investisseurs ne sont pas convaincus que la politique de l'administration va fonctionner », a observé Hugh Johnson, de Johnson Illington Advisors.

« Cette fois, ils étaient inquiets plus précisément des perspectives de nationalisation, qui ne sont jamais une bonne nouvelle pour l'économie de marché », a-t-il ajouté.

Redressement en fin de séance

Les indices ont cependant effectué en fin de séance un redressement spectaculaire, le Dow Jones évoluant brièvement à l'équilibre et le NASDAQ dans le vert.

À l'origine de cette remontée, le porte-parole de la Maison-Blanche, Robert Gibbs, a assuré que l'administration soutenait un système bancaire privé.

« Il semble que le Trésor va détailler la semaine prochaine son plan pour les banques », a aussi indiqué M. Johnson.

Dans le reste du secteur financier, Wells Fargo a cédé 9,2% à 10,91 \$US et JPMorgan Chase 3,4% à 19,90 \$US.

Le conglomérat General Electric, qui pâtit du poids important de

ses activités financières, a chuté de 6,8% à 9,38 \$US, s'installant sous le seuil de 10 dollars pour la première fois depuis 1995.

« Les problèmes auxquels le marché fait face ne sont pas inédits: la peur et le manque de confiance en l'avenir de l'Amérique », a constaté Al Goldman, de Wachovia Securities.

« Cependant, les investisseurs doivent faire face à de nouveaux problèmes que la plupart d'entre nous n'ont jamais rencontrés et qui maintiennent le niveau de peur à des niveaux que nous n'avons jamais vus », a-t-il ajouté.

Les valeurs technologiques ont davantage résisté, à l'image de Microsoft (+0,5% à 17,99 \$US).

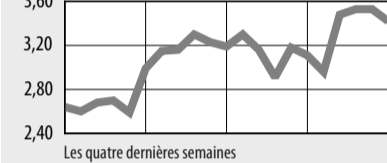
General Motors, qui a demandé à l'État des milliards de dollars pour survivre, a chuté de 11,5% à 1,77 \$US, son plus bas niveau depuis plus de 70 ans, selon les analystes.

LES ENTREPRISES

TITRES GAGNANTS

EUROPEAN GOLDFIELDS (EGU)

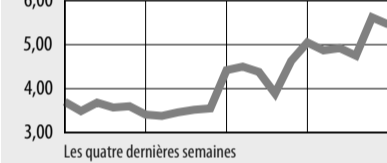
3,42\$ +16,00%



Le titre de cette société aurifère a bondi lorsque l'or a dépassé le seuil de 1000 \$US l'once à New York pour la première fois en près d'un an.

IVANHOE MINES (IVN)

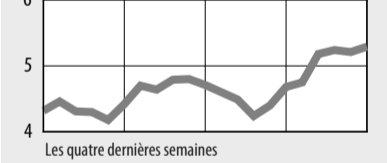
5,46\$ +12,00%



L'action de cette compagnie minière de Vancouver a aussi bénéficié du fait que l'or a atteint 1007,70 \$US l'once hier à New York.

TANZANIAN ROYALTY (TNX)

5,29\$ +11,00%

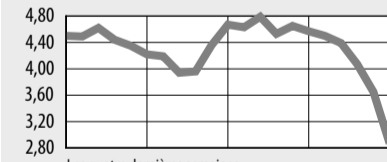


Cette compagnie active dans le domaine de la prospection de l'or a fait savoir qu'elle avait entrepris un programme de forage en Tanzanie.

TITRES PERDANTS

FAIRBORNE ENERGY (FEL)

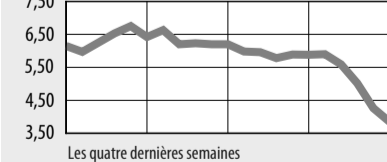
2,87\$ -36,00%



Le titre de ce producteur d'énergie a écopé tandis que le prix du pétrole brut a baissé hier.

CARDIOME PHARMA (COM)

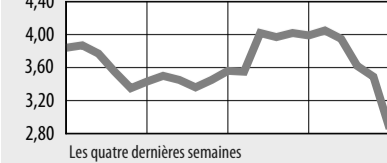
3,85\$ -35,00%



Cette société pharmaceutique travaille à la mise au point de traitements pour troubles cardiaques et de l'appareil circulatoire.

CREW ENERGY (CR)

2,86\$ -29,00%



L'action de cette compagnie d'énergie a baissé au moment où les contrats à terme sur le pétrole brut ont chuté hier à New York.

Feu vert à la restructuration de Saab

AGENCE FRANCE-PRESSE

STOCKHOLM — Le constructeur automobile suédois Saab a reçu hier l'aval d'un tribunal pour devenir une entité indépendante dans l'espoir d'échapper à la faillite après l'abandon de sa maison mère américaine General Motors, ont annoncé hier Saab et General Motors.

« Le tribunal d'instance de Vänersborg a approuvé (hier) la requête de réorganisation et de restructuration déposée par Saab plus tôt ce matin », indique GM dans un communiqué.

« Nous allons recréer Saab Automobile comme unité indépendante. Le chemin devant nous n'est pas facile, a déclaré le directeur général de Saab, Jan Aake Jonsson. Après une période de décisions difficiles, nous allons poser les fondations pour prendre un nouveau départ. »

La décision intervient alors que GM vient d'annoncer que Saab pouvait se déclarer en faillite « dès ce mois-ci », à moins qu'il ne reçoive une aide du gouvernement suédois, ce que ce dernier a aussitôt refusé.

Ce redressement judiciaire per-

met à Saab de survivre en partie et aux fournisseurs de récupérer un peu d'argent, en acceptant un règlement partiel.

Selon GM, cette décision va permettre de créer « une entité commerciale complètement indépendante qui serait viable et capable d'attirer des investisseurs ».

La mise sous tutelle est un processus légal en Suède, conduit par un administrateur indépendant désigné par un tribunal qui travaillera étroitement avec l'équipe dirigeante de Saab.

La restructuration sera effective

dans les trois mois et « nécessitera un financement indépendant pour réussir », a ajouté GM.

Les financements devraient être à la fois publics et privés, a-t-il poursuivi. Le gouvernement suédois fournirait « un peu d'aide » pendant la mise sous tutelle, selon la maison mère américaine.

Jan Aake Jonsson s'est montré optimiste, soulignant que le constructeur suédois disposait de trois nouveaux modèles prêts à être lancés au cours des 18 prochains mois.

Anglo American supprime 19 000 emplois

AGENCE FRANCE-PRESSE

LONDRES — Le groupe britannique Anglo American, un des principaux producteurs de matières premières de la planète, va se séparer à son tour de 19 000 employés, face à la

crise profonde qui secoue l'économie mondiale et fait dégringoler la demande pour ses produits.

Le groupe a fait hier cette annonce-choc, le plus important plan de licenciements annoncé jusqu'ici dans le secteur minier

depuis l'éclatement de la crise du crédit, dans un communiqué présentant ses résultats 2008.

Ceux-ci ont été marqués par un plongeon de 29% de son bénéfice net (à 5,2 milliards de dollars) et une chute de 7,6% de son chiffre

d'affaires, à 32,96 milliards. Anglo American, qui avait déjà décidé de réduire de moitié ses investissements en décembre, compte économiser 2 milliards par an sur ses dépenses de fonctionnement d'ici à 2011. Les actionnaires ne seront pas épargnés: les paiements de dividendes et autres rachats d'actions sont arrêtés jusqu'à ce que « les conditions de marché » se redressent.

**AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES
SOUMISSIONS - ENCANS**

Parc Jean-Drapeau Appel d'offres

Restauration et mise aux normes de l'arsenal du Fort de l'île Sainte-Hélène

La Société du parc Jean-Drapeau désire obtenir des soumissions pour la réalisation de travaux de restauration et de mise aux normes de l'arsenal du Fort de l'île Sainte-Hélène. L'arsenal est un bâtiment patrimonial militaire en maçonnerie massive datant de 1820. Les travaux comprennent la réfection de parties de l'enveloppe du bâtiment (maçonnerie, portes, fenestration) ainsi que d'importants réaménagements intérieurs (cloisons, escaliers, finis de murs et planchers). Les systèmes électromécaniques seront entièrement remplacés et incluront l'ajout d'un réseau de gicleurs automatiques.

Les documents pourront être obtenus à partir du lundi **23 février 2009**, de 9 h à 16 h, en s'adressant à l'entrée principale du pavillon du Canada, au 1, circuit Gilles-Villeneuve, Montréal, via le pont de la Concorde, moyennant un montant non remboursable de 200 \$, taxes incluses, payable en argent comptant ou sous forme de chèque visé à l'ordre de la Société du parc Jean-Drapeau.

Visite obligatoire des lieux :
le **mardi 10 mars 2009 à 10 h**, à l'entrée principale du Fort de l'île Sainte-Hélène (Musée Stewart), au parc Jean-Drapeau

Les soumissions, dans des enveloppes cachetées et adressées à la Société du parc Jean-Drapeau, pavillon du Canada, 1, circuit Gilles-Villeneuve, Montréal (Québec) H3C 1A9, seront reçues jusqu'à **11 h**, le **jeudi 19 mars 2009**. Les enveloppes seront ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

La Société du parc Jean-Drapeau ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et elle n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers les soumissionnaires.

Christian Ouellet
Directeur général

AÉROPORTS DE MONTRÉAL

APPEL D'OFFRES

4A-1012H/D0868J-9-012

Acquisition de véhicules légers pour Aéroports de Montréal

Les soumissionnaires peuvent obtenir plus d'information sur cet appel d'offres en visitant le site Internet d'ADM : www.admtl.com

1723880A

CASILOC INC.

APPEL D'OFFRES

LOT 112 - MULTIMÉDIA - ÉQUIPEMENT

Projet de construction CASINO DE MONT-TREMBLANT

Les entrepreneurs peuvent obtenir de l'information sur l'appel d'offres en visitant le site Internet de l'entreprise : www.casiloc.com

1725500A

AÉROPORTS DE MONTRÉAL

APPEL D'OFFRES

3D-5210-9-004

Entretien ménager du secteur des départs transfrontaliers «SDT» (expansion aéroport sud-ouest) ainsi que le 9^e et le 10^e étages de l'hôtel (bureaux administratifs) à l'Aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal.

Les soumissionnaires peuvent obtenir plus d'informations sur cet appel d'offres en visitant le site Internet d'ADM : www.admtl.com

1722042A

AVIS RELATIF À LA CERTIFICATION ET AU RÈGLEMENT DU RECOURS COLLECTIF INTENTÉ CONTRE SCOTIA CAPITAUX INC. / SCOTIA CAPITAL INC. EN MATIÈRE D'OPÉRATIONS DE CHANGE

Le présent avis pourrait avoir une incidence sur vos droits. Veuillez le lire attentivement.

ORDONNANCE D'HOMOLOGATION DE LA CERTIFICATION ET DU RÈGLEMENT

Le présent avis vise toutes les personnes résidant au Canada qui étaient titulaires d'un compte de négociation de titres auprès de Scotia Capitaux Inc. /Scotia Capital Inc. (« Scotia ») et qui ont effectué une ou plusieurs opérations sur titres occasionnant une conversion de devises entre le 30 décembre 1997 et le 1^{er} mai 2003, ainsi que leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et ayants droit (« membres du groupe »).

En 2003, la partie requérante a intenté un recours collectif contre Scotia devant la Cour supérieure de justice de l'Ontario, recours portant le numéro de dossier du tribunal 03-CV-1982. La partie requérante allègue que Scotia a imputé aux membres du groupe des frais non autorisés dans le cadre du traitement des opérations sur titres occasionnant une conversion de devises et elle cherche à recouvrer ces montants.

Les parties sont parvenues à un règlement, et le tribunal ontarien a homologué le règlement et certifié le recours collectif. Le présent avis résume le règlement.

LE RÈGLEMENT

Scotia versera 3 457 194 \$ en règlement complet et définitif à l'égard de toutes les réclamations déposées contre elle.

Les sommes faisant l'objet du règlement seront distribuées conformément à un plan de distribution approuvé et supervisé par le tribunal. Des précisions sur le règlement, y compris de l'information sur votre droit de participer ou non au règlement, sont données à l'adresse www.currencyclassactions.com/scotia

En mai 2009, les membres du groupe recevront une lettre de Scotia renfermant des instructions sur la marche à suivre pour présenter une réclamation et sur la procédure de distribution.

RETRAIT DU RECOURS COLLECTIF

Les membres du groupe qui ne souhaitent pas participer au règlement doivent se retirer du recours collectif. Le membre du groupe qui se sera retiré du recours collectif n'aura droit à aucun des avantages prévus dans le règlement. Tous les membres du groupe qui ne se seront pas retirés du recours collectif seront liés par les modalités du règlement. **Ne vous retirez pas du recours si vous désirez participer au partage des avantages tirés du règlement.**

Pour se retirer du recours collectif, le membre du groupe doit envoyer un avis écrit de retrait par courrier affranchi, par messenger ou par télécopieur de manière à ce qu'il parvienne au plus tard le **26 juin 2009** à : Ogilvy Renault S.E.N.C.R.L., s.r.l. Suite 3800, Royal Bank Plaza, South Tower, 200 Bay Street, P.O. Box 84, Toronto (Ontario) M5J 2Z4, télécopieur : 416.216.3930, à l'attention de Scotia Foreign Exchange Class Action.

Un avis écrit de retrait du recours collectif doit être signé par le membre du groupe ou son représentant désigné, comprendre le nom du membre du groupe, son numéro de compte auprès de Scotia et son adresse postale et préciser que le membre du groupe se retire du recours collectif relatif aux opérations de change de Scotia.

QUITTANCE RELATIVE AUX RÉCLAMATIONS ET INCIDENCE SUR LES AUTRES INSTANCES

Le membre du groupe qui ne se sera pas retiré du recours collectif ne pourra pas intenter de poursuite, ni donner suite à une poursuite ni présenter d'autres demandes contre Scotia relativement à des honoraires, frais ou charges non divulgués, mal divulgués ou non autorisés qui auraient été occasionnés par une opération sur titres comportant la conversion de devises intervenue entre le 30 décembre 1997 et le 1^{er} mai 2003. Toute action intentée par un membre du groupe qui ne se sera pas retiré du recours collectif sera rejetée ou sera réputée l'être.

HONORAIRES DES AVOCATS

Scotia a versé 265 000 \$ aux avocats du groupe pour valoir sur les dépens, y compris les taxes. Le tribunal a fixé les honoraires des avocats, les frais et débours et les taxes additionnels à 650 600,30 \$, somme qui a été acquittée à l'aide de l'indemnité recouvrée par les membres du groupe.

INTERPRÉTATION

Le présent avis résume certaines des dispositions du jugement. En cas de conflit entre les dispositions du présent avis et les modalités du jugement, ces dernières auront préséance.

Le présent avis a été approuvé par M. le juge John Brockenshire de la Cour supérieure de justice de l'Ontario. Les demandes de renseignements relatifs au présent avis NE devraient PAS être adressées au tribunal, ses structures administratives n'étant pas conçues pour répondre à ce type de questions.

Le présent avis résume le jugement. En cas de conflit entre les dispositions du présent avis et les modalités du jugement, ces dernières auront préséance.

DOCSTOR: 16179051

LA PRESSE AFFAIRES

L'action de Canwest à un creux historique

LA PRESSE CANADIENNE

TORONTO — L'action de Canwest Global Communications a brièvement chuté hier à un creux historique à la suite d'informations voulant que l'empire médiatique soit au bord de l'effondrement, tandis que son PDG cherche à obtenir du financement de dernière minute.

Le titre de Canwest a dégringolé de huit cents, ou de 17,7%, à 35 cents à la Bourse de Toronto après avoir glissé jusqu'à 33,5 cents plus tôt au cours de la séance.

Le quotidien *The Globe and Mail* rapportait hier que le PDG de Canwest, Leonard Asper, a jusqu'à la fin du mois de février

Canwest a une dette d'environ 3,9 milliards et son conseiller fouille le marché pour obtenir du soutien financier.

pour trouver assez de financement pour maintenir à flot l'éditeur de journaux établi à Winnipeg et le diffuseur télé, ce qui lui éviterait de se mettre sous la protection de la loi sur les faillites.

Canwest a refusé hier d'aborder directement ces questions, mais l'entreprise a diffusé un communiqué confirmant qu'elle considèrerait encore les options qui s'offrent à elle, options qui comprennent la vente d'activités et d'actifs non essentiels.

«Le processus que nous avons mis en marche est très structuré et il comporte nombre de points de contrôle», a souligné

l'entreprise dans un courriel transmis par son porte-parole, John Douglas.

«L'obtention d'un accord financier avec nos principales banques est l'un de ces points de contrôle tandis que nous examinons nos actifs non essentiels, que nous réduisons nos coûts et que nous reconstituons le capital de la compagnie», peut-on aussi lire dans le communiqué.

Celui-ci poursuit ainsi: «Nous recueillons actuellement des informations et nous examinons un certain nombre d'options, de sorte que nous puissions prendre de bonnes décisions d'affaires dans les meilleurs intérêts des actionnaires de Canwest et de ses employés à long terme.»

Canwest a une dette d'environ 3,9 milliards et son conseiller, RBC Dominion Securities, fouille le marché pour obtenir du soutien financier.

Le *Globe and Mail*, concurrent direct du *National Post*, de Canwest, et qui appartient à CTVglobemedia, groupe rival de Global Television, a rapporté que des investisseurs potentiels exigent que la famille Asper renonce au contrôle des voix qu'elle exerce sur l'entreprise en échange d'un investissement.

Il se peut que les autres exigences comprennent la renonciation, par M. Asper, à son rôle de PDG et l'abandon par la famille Asper de la structure de deux classes d'actions qui lui confère dans les faits le contrôle de l'entreprise.

À part la famille Asper, le plus important actionnaire de Canwest est Fairfax Financial Holdings, qui a graduellement augmenté sa participation dans l'entreprise au cours de la dernière année.

**AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES
SOUMISSIONS - ENCANS**

AVIS DE PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ

Loi concernant la Compagnie Abitibi-Consolidated du Canada

Avis est donné que la Compagnie Abitibi-Consolidated du Canada s'adressera à l'Assemblée nationale pour l'adoption d'un projet de loi d'intérêt privé ayant pour objet de demander la prorogation de la Compagnie Abitibi-Consolidated du Canada, compagnie régie par la Partie IA de la *Loi sur les compagnies* (L.R.Q., chapitre C-38), sous l'autorité de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (L.R.C. 1985, chapitre C-44).

Toute personne qui a des motifs pour intervenir sur ce projet de loi d'intérêt privé doit en informer le directeur de la législation de l'Assemblée nationale.

Montréal, le 21 février 2009.

Compagnie Abitibi-Consolidated du Canada

1729942

demersbeaulne  **AVIS DE PREMIÈRE ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS**

Dans l'affaire de la faillite de : **LES SOLUTIONS GLOBALES OTO INC.**, société légalement constituée ayant exercé ses activités commerciales au 19 501, Clark Graham, bureau 202, Baie D'Urfé (Québec).

AVIS est donné que **LES SOLUTIONS GLOBALES OTO INC.** a fait cession de ses biens le 5 février 2009 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le **26 février 2009**, à 10 h, au bureau du syndic, 1100, boul. René-Levesque ouest, bureau 2010, Montréal (Québec).

Montréal, ce 9^e jour de février 2009.

DEMERS BEAULNE INC.
Tél. : (514) 878-9631
slachance@syndic.com

1719590A

CORRECTION WAL-MART

Le jeu High School Musical 3 Sing It Xbox 360 (n° 590081) annoncé dans notre cahier publicitaire en vigueur jusqu'au 27 février, ne sera pas disponible.

=====

Toutes nos excuses pour cet inconvénient.

1727188

APPEL D'OFFRES

 **Parcs Québec**
Conservat. Protéger. Découvrir.

FOURNITURE ET INSTALLATION DE YOURTES

La Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq) demande des soumissions pour la **fourniture et l'installation de onze (11) yourtes, soit trois (3) pour le parc national de la Jacques-Cartier, quatre (4) pour le parc national du Mont-Tremblant et quatre (4) pour le parc national de Plaisance.**

Les documents d'appel d'offres peuvent être obtenus à compter du 23 février 2009 au bureau de la Sépaq situé à Place de la Cité, Tour Cominar, 2640, boulevard Laurier, bureau 1300, Québec (Québec) G1V 5C2 (téléphone 418 686-4875) moyennant un dépôt, non remboursable, de 20 \$ incluant toutes taxes, en argent, sous forme de chèque ou de mandat-poste payable à la Sépaq.

Les soumissions seront reçues jusqu'au **6 mars 2009 à 15 h** et seront ouvertes publiquement le même jour, à la même heure au bureau de la Sépaq situé à Place de la Cité, Tour Cominar, 2640, boulevard Laurier, bureau 1300, Québec (Québec) G1V 5C2.

La Sépaq se réserve le droit de n'accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions déposées.

Le directeur des immobilisations et des ressources matérielles, Gaëtan Thibault, ing.

 **RÉSEAU Sépaq**

1723738

<http://www.sepaq.com> **RUBRIQUE « notre organisation »**

MÉTÉO TOUTE LA MÉTÉO SUR CYBERPRESSE.CA/METEO

MONTRÉAL ET LA RÉGION

AUJOURD'HUI Ciel variable en matinée, passages nuageux en après-midi. Vents de l'ouest de 25km/h à 20km/h. Probabilité de précipitations: 20 %.

DEMAIN 5 à 10 cm de neige. Probabilité de précipitations: 90 %.

CETTE NUIT Passages nuageux en soirée, 3 à 5 cm de neige au cours de la nuit. Vents légers. Probabilité de précipitations: 90 %.

LUNDI Nuageux avec quelques flocons. Probabilité de précipitations: 60 %.



MAXIMUM **-5**

MINIMUM **-11**

MAX / MIN **-3/-8**

MAX / MIN **-5/-12**

AUJOURD'HUI

JOUR >  début **6h46** /  fin **17h31** / durée **10h45**

PRÉVISIONS RÉGIONALES

Baie-Comeau	Ave neige	-2	-10
Gatineau	Beau	-4	-7
La Tuque	Variable	-5	-17
Maniwaki	Variable	-4	-10
Mont-Tremblant	Variable	-8	-13
Québec	Variable	-5	-16
Rimouski	Ave neige	-3	-11
Saguenay	Ave neige	-6	-18
Sainte-Agathe	Variable	-5	-12
Sherbrooke	Ave neige	-5	-13
Thetford Mines	Ave neige	-7	-15
Trois-Rivières	Variable	-5	-17
Val-d'Or	Beau	-8	-16

AU PAYS

Calgary	Soleil	3	-11
Charlottetown	Beau	-2	-10
Edmonton	Variable	-1	-11
Fredericton	Variable	0	-12
Halifax	Variable	0	-7
Ottawa	Beau	-4	-8
Regina	Ensoleillé	-11	-15
Saint-Jean	Ave neige	-1	-4
Saskatoon	Beau	-8	-11
Toronto	Ave neige	-4	-7
Vancouver	Soleil	11	4
Whitehorse	Ave neige	-7	-21
Winnipeg	Variable	-11	-19
Yellowknife	Ave neige	-12	-30

LE MONDE

Bruxelles	Nuageux	6	3
Lisbonne	Soleil	19	11
Londres	Beau	12	5
Los Angeles	Nuageux	22	11
Madrid	Variable	16	1
Mexico	Beau	23	8
Moscou	Nuageux	-5	-6
Paris	Éclaircies	10	2
Pékin	Nuageux	5	-3
Port-au-Prince	Variable	33	21
Rio de Janeiro	Nuageux	28	25
Rome	Nuageux	11	0
Tokyo	Beau	8	4
Washington	Variable	8	1

AU SOLEIL

Acapulco	Soleil	33	25
Cuba	Soleil	25	12
Key West	Variable	22	17
Martinique	Beau	29	23
Miami	Variable	22	17
Orlando	Variable	21	8
Rép. dominicaine	Beau	27	22
Riviera Maya	Beau	27	20

AFFAIRES

Boston	Soleil	3	-1
Chicago	Neige	-2	-8
New York	Variable	5	2
San Francisco	Nuageux	16	11